

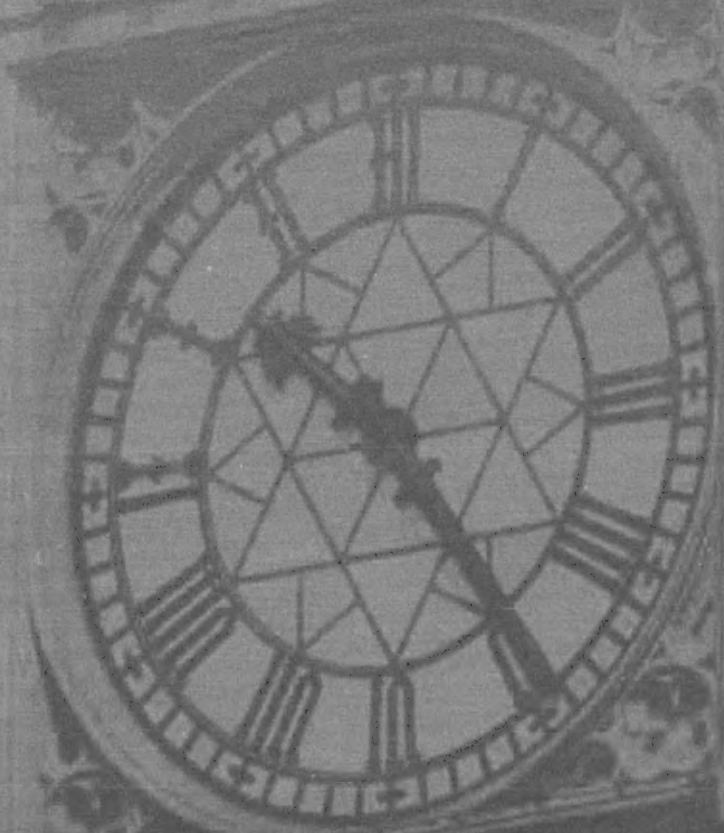


Commissariat au lobbying
du Canada

Office of the Commissioner
of Lobbying of Canada

RAPPORT ANNUEL 12 | 13

COMMISSARIAT AU LOBBYING



Pour recevoir un exemplaire imprimé de cette publication, veuillez vous adresser au :

Commissariat au lobbying du Canada
255, rue Albert, 10^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0R5

Téléphone : 613 957 2760

Télécopieur : 613 957 3078

Courrier électronique : QuestionsLobbying@ocl-cal.gc.ca

Cette publication est également disponible en ligne et en version PDF à l'adresse suivante : www.ocl-cal.gc.ca

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission du Commissariat au lobbying du Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le Commissariat au lobbying du Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le Commissariat au lobbying du Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : QuestionsLobbying@ocl-cal.gc.ca

N° de catalogue : L01-2013

ISSN : 1924-2468

Also available in English under the title:

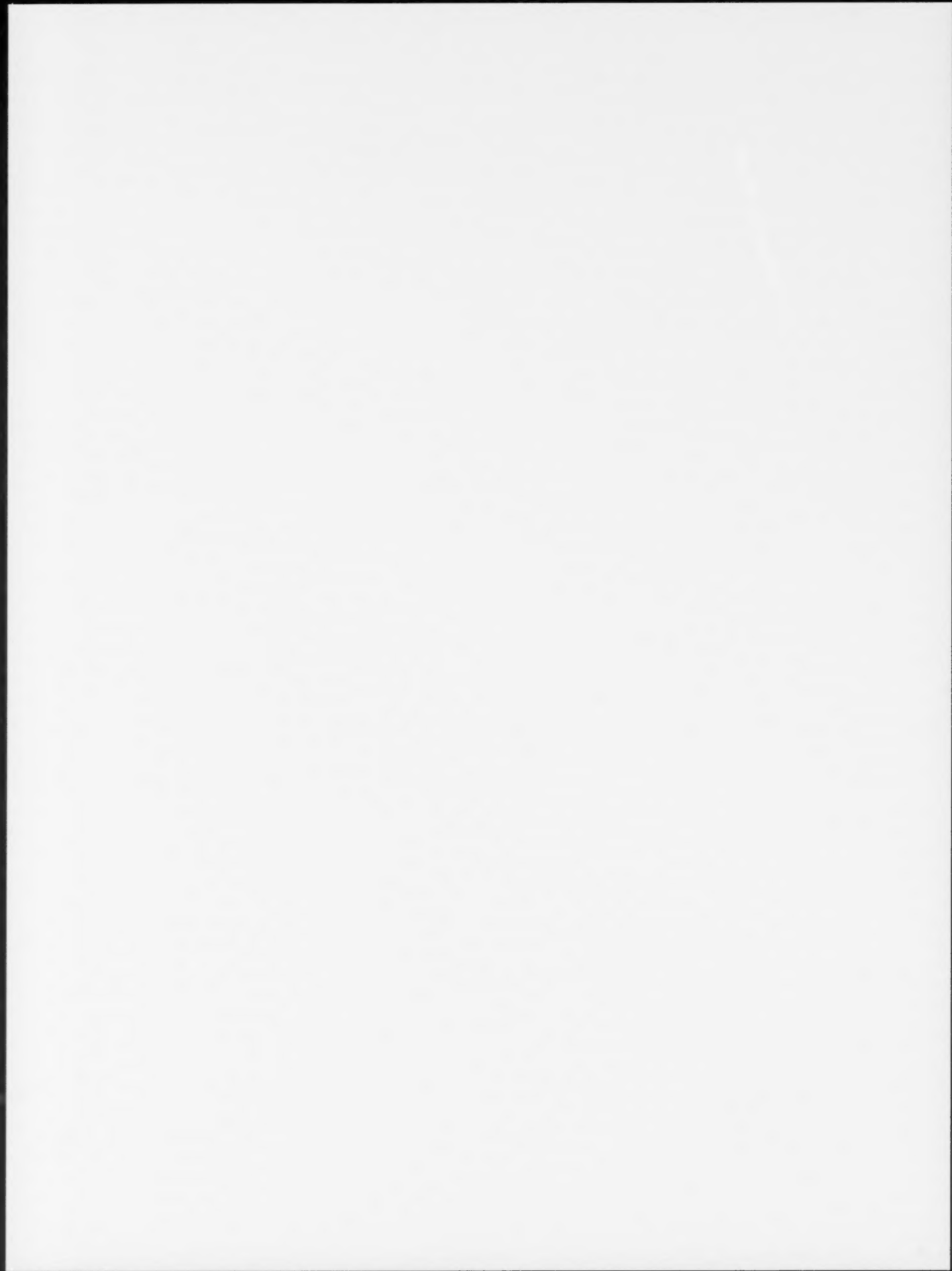
Annual Report 2012-13, Office of the Commissioner of Lobbying of Canada

La liberté d'accès aux institutions de l'État est une question d'intérêt public.

Le lobbyisme auprès des titulaires d'une charge publique est une activité légitime.

Il est souhaitable que les titulaires d'une charge publique, de même que les citoyens, puissent savoir qui se livre à des activités de lobbyisme.

Le système d'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas nuire à la liberté d'accès au gouvernement.



Commissaire au lobbying



Commissioner of Lobbying

Ottawa, Canada K1A 0R5

L'honorable Noël A. Kinsella
Président du Sénat
Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur le Président,

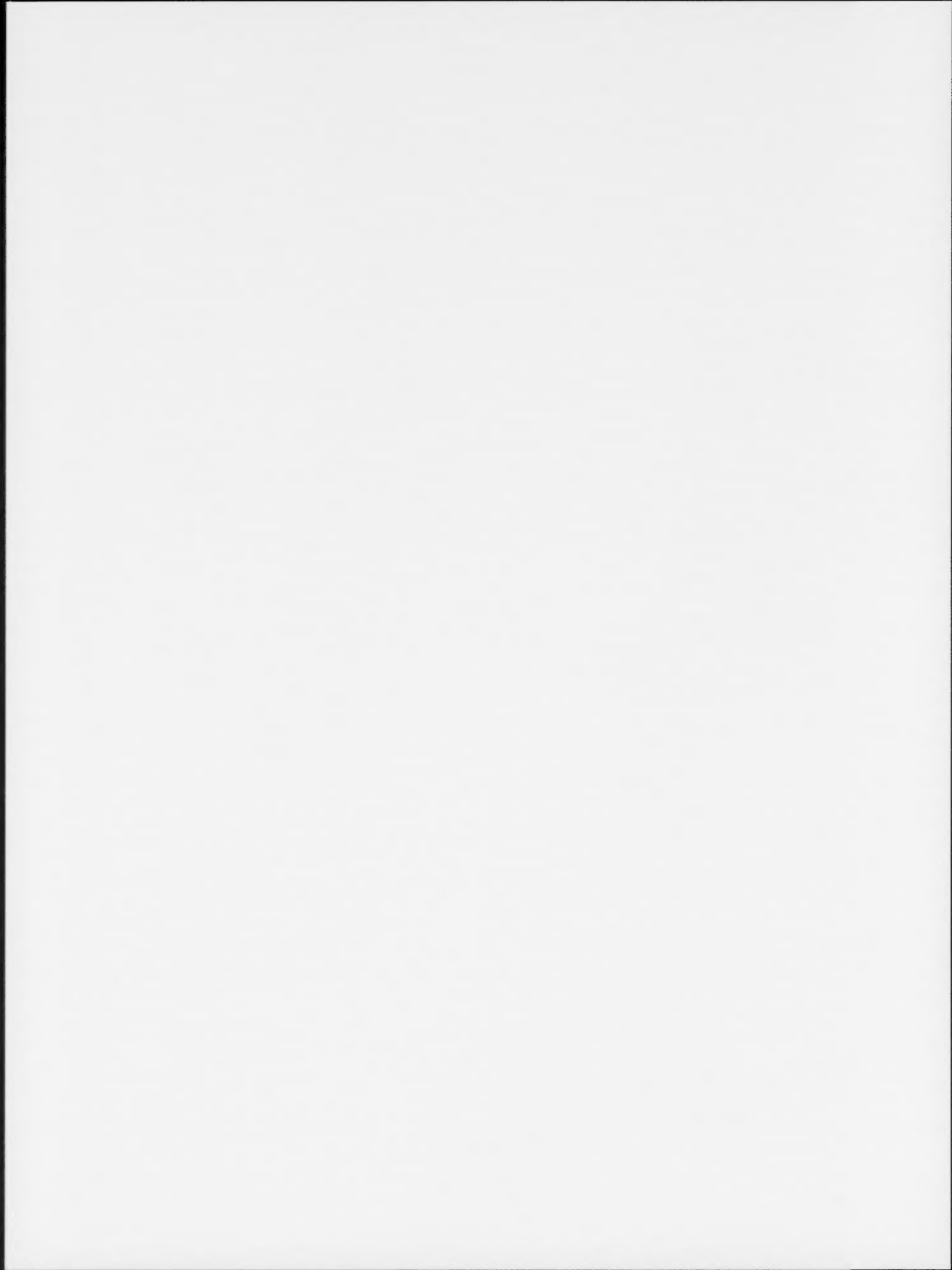
Conformément à l'article 11 de la *Loi sur le lobbying*, j'ai l'honneur de vous présenter le cinquième rapport annuel du Commissaire au lobbying aux fins de son dépôt au Sénat.

Ce rapport porte sur l'exercice financier se terminant le 31 mars 2013.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'K' followed by a horizontal line.

Karen E. Shepherd



Commissaire au lobbying



Commissioner of Lobbying

Ottawa, Canada K1A 0R5

L'honorable Andrew Scheer, député
Président de la Chambre des communes
Pièce 316-N, Édifice du Centre
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11 de la *Loi sur le lobbying*, j'ai l'honneur de vous présenter le cinquième rapport annuel du Commissaire au lobbying aux fins de son dépôt à la Chambre des communes.

Ce rapport porte sur l'exercice financier se terminant le 31 mars 2013.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'K' followed by a horizontal line.

Karen E. Shepherd

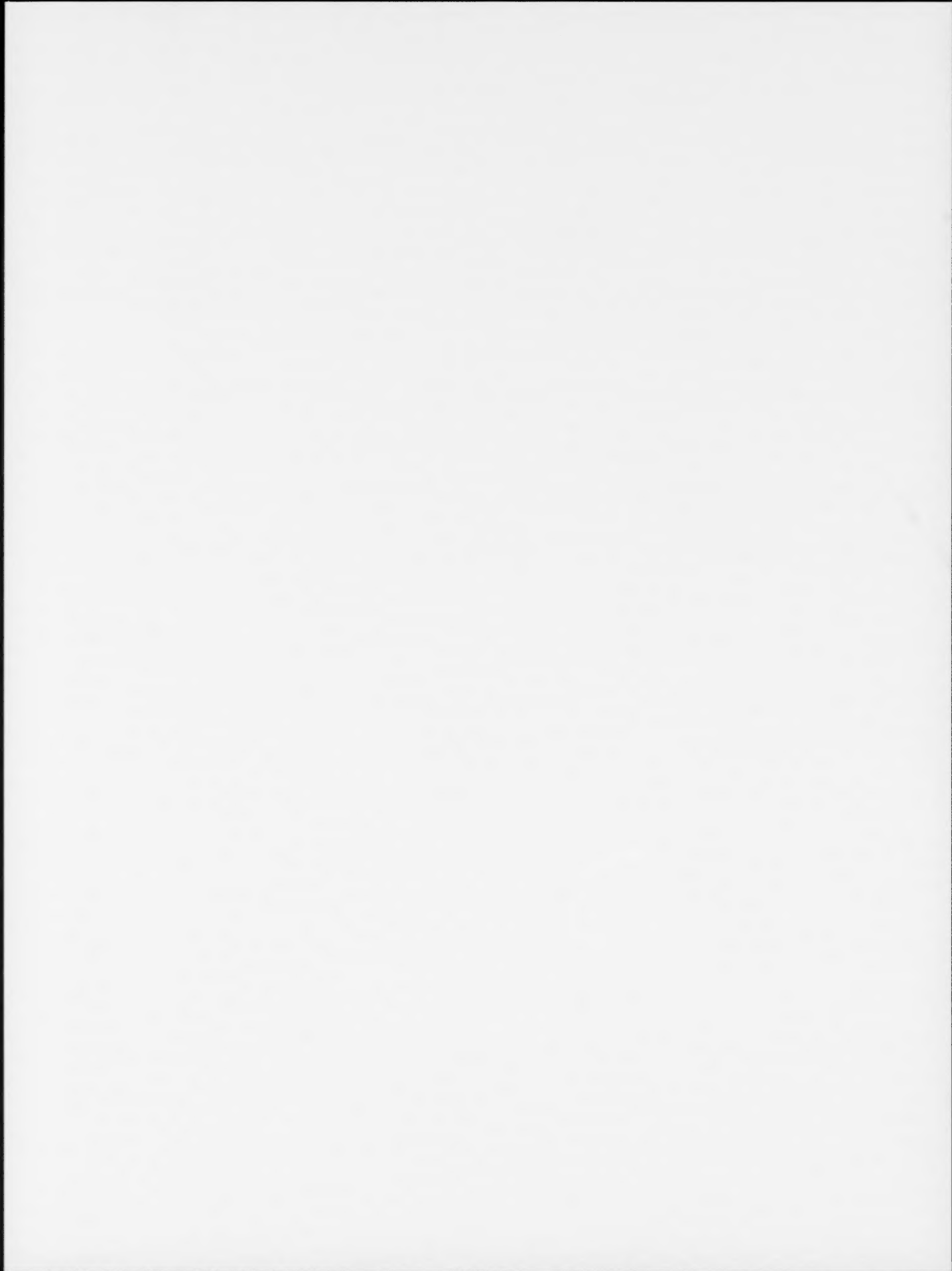
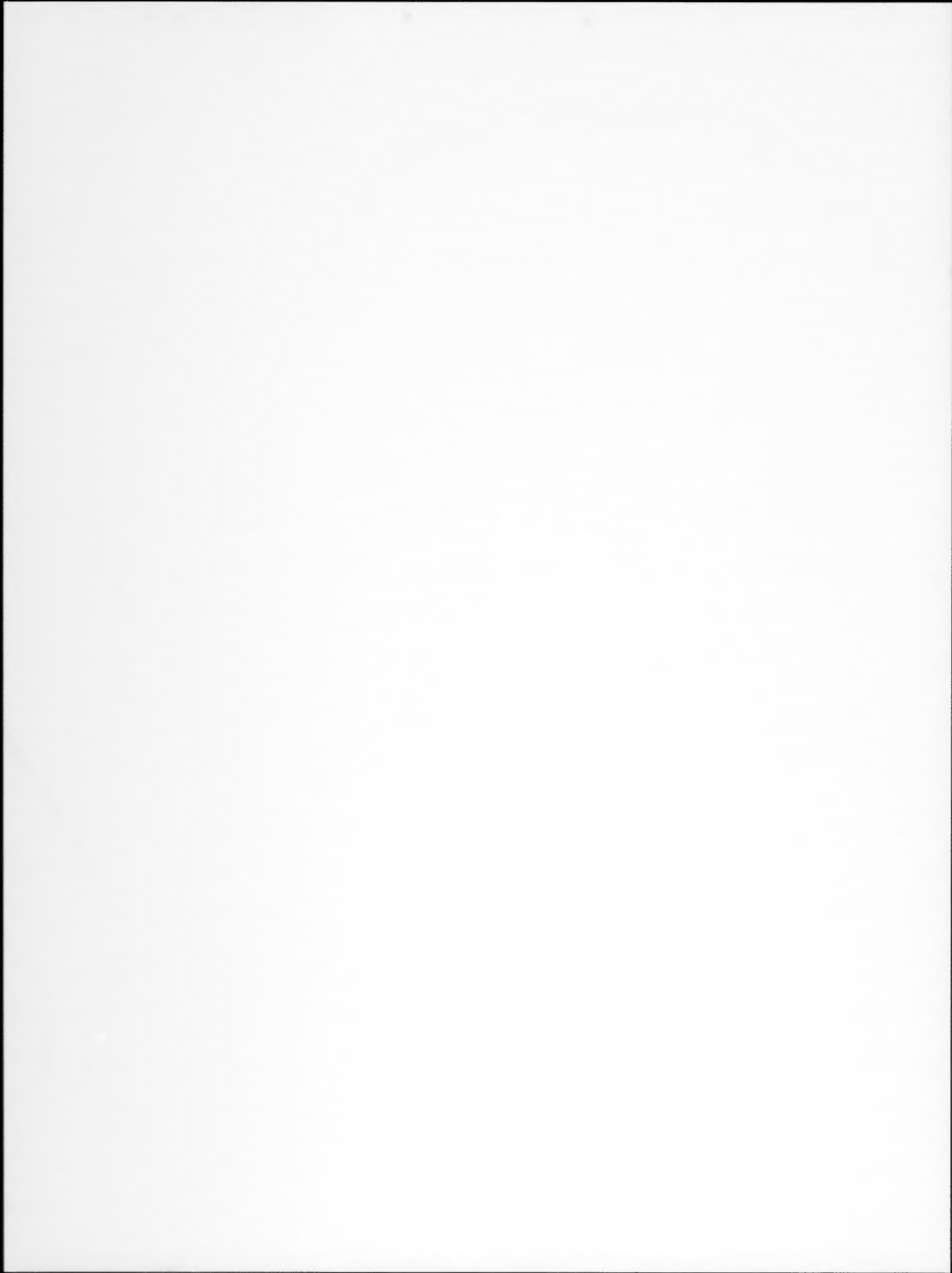


TABLE DES MATIÈRES

■ Liste des tableaux et des figures.....	ix
■ Message de la commissaire au lobbying.....	1
■ Favoriser la transparence des activités de lobbying.....	3
Améliorer les outils de recherche et de rapport du Registre.....	5
Vérification du Système d'enregistrement des lobbyistes.....	7
Maintenir des normes élevées en matière de service à la clientèle.....	8
■ Communiquer pour renforcer la sensibilisation.....	9
Accroître la conformité par l'éducation et la sensibilisation.....	9
Communiquer avec les lobbyistes.....	9
Sensibiliser les titulaires d'une charge publique.....	10
Aider les parlementaires.....	11
Communiquer avec les homologues.....	11
Instaurer le dialogue avec les Canadiens grâce au site Web.....	12
■ Assurer la conformité à la <i>Loi</i> et au <i>Code</i>	13
Vérifier les allégations d'infractions.....	13
Mener des examens administratifs.....	14
Mener des enquêtes.....	19
Aviser un agent de la paix.....	20
Rapports au Parlement.....	20
Gérer les dossiers et établir des rapports.....	22
Vérifier l'exactitude des rapports mensuels de communications.....	23
Examiner les demandes d'exemption à l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying.....	24
■ Rapport de la commissaire – Les activités de cinq lobbyistes en lien avec un rapport parlementaire confidentiel.....	27
■ Annexe A.....	33
Liste des acronymes et abréviations.....	33
■ Annexe B.....	35
Au sujet du Commissariat.....	35
■ Annexe C.....	37
Objet et description de la <i>Loi sur le lobbying</i>	37
Règlements.....	38
■ Annexe D.....	41
Code de déontologie des lobbyistes.....	41
■ Annexe E.....	43
Aide pour la fonction de recherche de 12 mois d'activités de lobbying.....	43
■ Annexe F.....	45
Renseignements statistiques.....	45
Objet des activités de lobbying.....	45
Institutions fédérales.....	46



LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Tableaux

Tableau 1 : Nombre de lobbyistes enregistrés, par type.....	3
Tableau 2 : Nombre d'enregistrements soumis par des lobbyistes-conseils et des entités.....	3
Tableau 3 : Examens administratifs fermés en 2012-2013, par motif.....	19
Tableau 4 : Nombre d'enquêtes en 2012-2013.....	20

Figures

Figure 1 : Nombre de communications orales et organisées déclarées, par mois.....	4
Figure 2 : Exemple de sommaire de 12 mois d'activités de lobbying.....	6
Figure 3 : Ventilation des allégations, par source.....	14
Figure 4 : Examens administratifs et enquêtes du CAL : 2 juillet 2008 au 31 mars 2013, par exercice.....	23



MESSAGE DE LA COMMISSAIRE AU LOBBYING

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel du Commissariat au lobbying pour l'année 2012-2013. Ce rapport souligne les principaux accomplissements de l'organisation qui m'appuie dans l'exécution de mon mandat. Celui-ci est énoncé dans la *Loi sur le lobbying* (la *Loi*) et comprend trois volets : tenir un registre des lobbyistes qui soit accessible aux Canadiens, faire connaître les exigences de la *Loi* grâce à des activités de sensibilisation et assurer la conformité à la *Loi* et au *Code de déontologie des lobbyistes* (le *Code*).

Le Registre des lobbyistes est un outil important pour tous les Canadiens. Il représente la principale source d'information à propos des personnes qui se livrent à des activités de lobbying auprès de titulaires d'une charge publique fédérale et des sujets qu'elles abordent. Il est essentiel de rendre cette information accessible aux Canadiens pour favoriser la transparence et donner suite à l'obligation de rendre compte des décisions du gouvernement. Depuis ma nomination au poste de commissaire, le système d'enregistrement a été amélioré pour que les lobbyistes puissent plus facilement se conformer aux exigences relatives à l'enregistrement. Cette année, je me suis concentrée à améliorer les fonctionnalités de recherche et de rapport du Registre afin que les Canadiens aient un meilleur accès à la mine d'informations que contient le Registre. Le Commissariat a effectué un sondage, tenu des groupes de discussion et procédé à des essais de convivialité pour s'assurer que les changements apportés aux fonctions de recherche et de rapport du Registre répondaient aux besoins des utilisateurs, y compris des lobbyistes, des titulaires d'une charge publique et des représentants des médias. Les outils de recherche et de rapport qui sont ressortis de ces activités ont été lancés en 2012-2013. Ces fonctionnalités représentent la plus grande amélioration à la convivialité du système depuis l'entrée en vigueur de la *Loi* en 2008.



J'affirme depuis longtemps que la sensibilisation aux exigences de la *Loi* joue un rôle clé pour assurer la conformité. Mon personnel et moi rencontrons régulièrement des lobbyistes, des élus et leur personnel, ainsi que des cadres supérieurs de la fonction publique fédérale pour nous assurer qu'ils comprennent les objectifs et les exigences de la *Loi* et du *Code*. Le site Web du Commissariat demeure un important outil de sensibilisation.

Le régime solide de lobbying canadien est reconnu mondialement comme chef de file pour assurer la transparence et la divulgation des activités de lobbying. En novembre 2012, à l'invitation de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, j'ai participé à la quinzième conférence internationale sur la lutte contre la corruption au Brésil. J'ai également présenté la mise à jour annuelle sur le régime de réglementation canadien en matière de lobbying à la

conférence de décembre 2012 du Council on Governmental Ethics Laws. Enfin, plusieurs pays ont sollicité mon point de vue à titre de responsable de l'application de la loi fédérale canadienne en matière de lobbying alors qu'ils travaillent à instaurer ou à améliorer leur propre loi.

J'ai le plaisir de signaler des réalisations importantes en ce qui a trait à l'application de la Loi. Le Commissariat a effectué cette année son centième examen administratif. Des 40 dossiers hérités de mon prédécesseur, l'ancien directeur des lobbyistes, seulement trois ne sont pas encore bouclés. J'ai également déposé au Parlement cette année deux rapports d'enquête au sujet de personnes qui, d'après mes conclusions, avaient enfreint le Code. Les infractions au Code n'entraînent pas d'amendes ou de peines d'emprisonnement, mais je crois que le seul fait de révéler publiquement les actes répréhensibles peut décourager les personnes en cause de récidiver, tout en incitant l'ensemble des lobbyistes à se conformer autant à la Loi qu'au Code.

Pour la première fois, je traite dans mon rapport annuel d'une affaire sur laquelle je me suis penchée mais qui n'a fait l'objet d'aucun rapport auparavant. Même si la Loi sur le lobbying me confère l'autorité de déposer un rapport spécial, j'ai décidé, pour les raisons énoncées dans la dernière partie de ce rapport annuel, d'ajouter un résumé de mes conclusions au lieu d'émettre un rapport spécial. Cette affaire concerne les activités de cinq lobbyistes enregistrés qui ont reçu une copie de l'ébauche d'un rapport confidentiel du Comité permanent des finances de la Chambre des communes. Mes conclusions au sujet de cette affaire sont résumées dans la dernière partie de ce rapport.

En 2011-2012, le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes a examiné la Loi sur le lobbying. Au terme de cet examen, prévu par la Loi, le Comité a déposé son rapport en mai 2012, auquel le gouvernement a répondu en septembre 2012. Jusqu'à ce que le Parlement décide, le cas échéant,

de modifier la Loi sur le lobbying, je continuerai de l'appliquer telle qu'elle a pris effet en 2008.

Comme le gouvernement a annoncé dans le budget de 2012, l'enveloppe budgétaire du Commissariat sera réduite de 5 % (soit d'environ 230 000 \$) à compter de 2013-2014. Afin d'absorber cette réduction, le Commissariat reportera le développement de nouvelles fonctions pour le Registre. Cela dit, je suis convaincue que le Registre continuera de répondre aux besoins tant des lobbyistes que des Canadiens en assurant la transparence des activités de lobbying.

J'ai doté le Commissariat au lobbying d'une solide équipe de professionnels qui m'aide à m'acquitter de mon mandat de commissaire, et je suis honorée de travailler avec cette équipe au service du Parlement et des Canadiens. Nos priorités pour 2013-2014 consisteront notamment à investir temps et efforts à rendre le processus d'enregistrement plus facile en élaborant de nouveaux outils en ligne destinés aux lobbyistes, à réviser le Code de sorte qu'il continue à répondre aux attentes de la population canadienne quant à la rigueur des normes d'éthique que doivent respecter les lobbyistes et à élaborer une approche plus stratégique en matière de vérification de la conformité et de surveillance.

Je poursuivrai mon engagement de veiller à ce que la Loi sur le lobbying et le Code de déontologie des lobbyistes soient appliqués de manière à favoriser une plus grande transparence et à garantir l'observation de normes d'éthique élevées par les personnes qui exercent des activités de lobbying auprès du gouvernement fédéral. Il me tarde de relever les défis et de saisir les occasions qui se présenteront au cours de la prochaine année.



Karen E. Shepherd
Commissaire au lobbying

FAVORISER LA TRANSPARENCE DES ACTIVITÉS DE LOBBYING

La Loi sur le lobbying (la Loi) confère au commissaire au lobbying le mandat d'établir et de tenir à jour le Registre des lobbyistes (le Registre) au moyen duquel les individus, les entreprises et les organisations doivent publiquement divulguer leurs activités de lobbying. Un registre accessible au public, qui est mis à jour en temps opportun et qui est facile à utiliser et à comprendre, assure une plus grande transparence des activités de lobbying. Le Registre permet aux titulaires d'une charge publique et au grand public de savoir qui fait du lobbying auprès de quels représentants publics et au sujet de quels projets de loi, règlements, politiques et programmes.

Le Registre est accessible gratuitement sur le site Web du Commissariat au lobbying. Il fournit des renseignements fiables et à jour sur les personnes, les organisations sans but lucratif et les sociétés à but lucratif qui font du

lobbying auprès du gouvernement fédéral, en communiquant avec des élus ou des fonctionnaires. Ce Registre est largement utilisé comme en font foi les quelque 174 000 recherches qui y ont été effectuées dans le Registre en 2012-2013.

Plus de 5 000 lobbyistes exerçant des activités de lobbying auprès de titulaires d'une charge publique fédérale sont enregistrés. Comme le montre le tableau ci-dessous, le nombre de lobbyistes actifs est demeuré stable au cours des dernières années.

Les enregistrements sont soumis par les lobbyistes-conseils (un par client) et par le plus haut dirigeant rémunéré d'une entreprise à but lucratif ou d'une organisation sans but lucratif. Ces chiffres sont également demeurés stables au cours des dernières années.

TABLEAU 1 : NOMBRE DE LOBBYISTES ENREGISTRÉS, PAR TYPE

LOBBYISTES ACTIFS PAR TYPE — au 31 mars	2013	2012	2011
Lobbyistes conseils	783	814	814
Lobbyistes salariés (entreprises)	1 861	1 786	1 808
Lobbyistes salariés (organisations)	2 612	2 582	2 507
Total des lobbyistes actifs (tous les types)	5 256	5 182	5 129

TABLEAU 2 : NOMBRE D'ENREGISTREMENTS SOUMIS PAR DES LOBBYISTES-CONSEILS ET DES ENTITÉS

ENREGISTREMENTS ACTIFS PAR CATÉGORIE — au 31 mars	2013	2012	2011
Lobbyistes conseils	2 131	2 123	2 136
Entreprises	301	310	311
Organisations	489	492	484
Total des enregistrements actifs (toutes les catégories)	2 921	2 925	2 931

Le Registre fournit des renseignements à propos des sujets suivants :

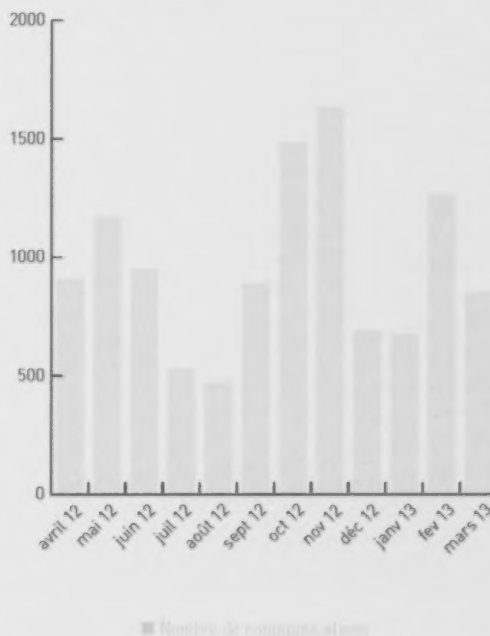
- les personnes qui se livrent à des activités de lobbying auprès de titulaires d'une charge publique fédérale, ainsi que les entreprises ou les organisations qu'elles représentent;
- les sociétés mères et les filiales profitant des activités de lobbying;
- les organisations membres de coalitions représentées par des lobbyistes;
- une description générale de l'objet des activités de lobbying et d'autres précisions comme les noms et les descriptions des propositions législatives, projets de loi, règlements, politiques, programmes, subventions, contributions ou contrats visés;
- le financement public reçu par des organisations sans but lucratif et des entreprises à but lucratif;
- le nom des ministères et organismes fédéraux avec lesquels les lobbyistes communiquent;
- les charges publiques occupées au gouvernement du Canada avant d'exercer des activités de lobbying;
- certaines communications orales et organisées à l'avance avec des titulaires d'une charge publique désignée.

Ces renseignements sont mis à jour à chaque mois si : l'enregistrement n'est plus exact, des renseignements additionnels doivent être ajoutés ou les activités de lobbying ont pris fin.

Le Registre contient également des rapports mensuels de communications qui informent sur les communications orales et organisées entre les lobbyistes et les hauts décideurs du gouvernement, appelés « titulaires d'une charge publique désignée » (TCPD).

La Loi et le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée définissent la catégorie des TCPD, qui comprend le premier ministre, les ministres et les membres de leur personnel, les députés et sénateurs, les sous-ministres, sous-ministres délégués et adjoints, des postes haut placés au sein des forces armées canadiennes et le contrôleur général du Canada. Le régime fédéral de lobbying au Canada est le seul à exiger la divulgation publique des communications orales et organisées.

FIGURE 1: NOMBRE DE COMMUNICATIONS ORALES ET ORGANISÉES DÉCLARÉES, PAR MOIS



AMÉLIORER LES OUTILS DE RECHERCHE ET DE RAPPORT DU REGISTRE

Le Registre offre un vaste éventail de renseignements sur les activités de lobbying. Il est important que cette information puisse être consultée et analysée facilement pour que les Canadiens soient à même de comprendre qui fait du lobbying auprès du gouvernement fédéral et à propos de quels sujets.

Mon objectif de la dernière année a été de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les Canadiens de trouver ce qu'ils cherchent dans la mine d'informations que contient le Registre. Pour y arriver, j'ai formé au Commissariat un groupe consultatif chargé de diriger l'élaboration de nouveaux outils de recherche et de rapport. Des représentants de l'ensemble des utilisateurs du Registre, dont des lobbyists, des titulaires d'une charge publique et des représentants des médias, ont participé à un sondage, à des groupes de discussion et à des essais de convivialité. Il était essentiel que tous les utilisateurs soient représentés pour que les nouveaux outils de recherche et de rapport puissent répondre à leurs besoins.

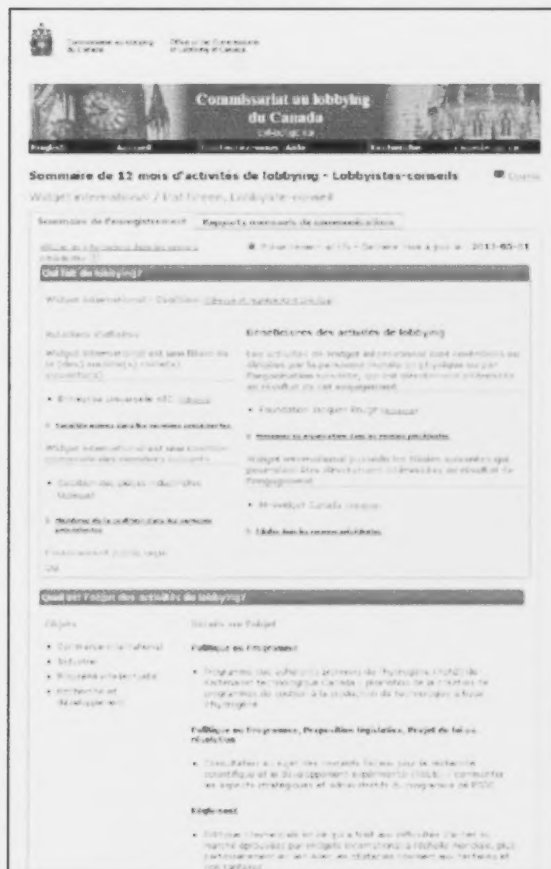
De nouveaux outils de rapport du Registre plus performants ont été lancés en septembre 2012, tandis que les nouveaux outils de recherche du Registre ont été lancés en février 2013. Les utilisateurs du Registre ont ainsi un meilleur accès aux renseignements divulgués par les lobbyistes, les résultats de recherche étant plus pertinents et présentés dans un format plus informatif et facile à comprendre pour les utilisateurs. Ces changements à la manière dont l'information est extraite du Registre et affichée pour les utilisateurs sont les améliorations les plus importantes apportées à la convivialité du Registre depuis 2008.

Précisions sur les améliorations apportées aux fonctions de recherche

Les fonctions de recherche du Registre ont subi une amélioration importante en ce que les utilisateurs peuvent maintenant faire une recherche simultanée dans les renseignements contenus dans les enregistrements et dans les rapports mensuels de communications grâce à la fonction de recherche de 12 mois d'activités de lobbying et de la fonction de recherche avancée du Registre. Auparavant, il fallait faire deux recherches pour pouvoir extraire ces renseignements du Registre. Les résultats s'affichent maintenant de façon conviviale et les utilisateurs peuvent trier leurs résultats de recherche par type de document (enregistrement ou rapport mensuel de communication), état de l'enregistrement (actif ou inactif), institution gouvernementale ou objet visé par les activités de lobbying.

La fonction de recherche de base a été remplacée par une fonction de recherche de 12 mois d'activités de lobbying, qui permet aux utilisateurs d'effectuer une recherche simple pour obtenir un sommaire des activités de lobbying s'étant déroulées au cours de l'année précédente. La figure 2 illustre un sommaire de 12 mois des activités d'un lobbyiste-conseil fictif. Ainsi, les utilisateurs peuvent maintenant consulter l'information divulguée dans les enregistrements et les rapports mensuels de communications sur la même page. Les renseignements fournis dans les sommaires de 12 mois ont été réorganisés à la lumière des commentaires obtenus lors de consultations avec des titulaires d'une charge publique et les médias afin que les renseignements importants soient mis davantage en évidence.

FIGURE 2 : EXEMPLE DE SOMMAIRE DE 12 MOIS D'ACTIVITÉS DE LOBBYING



Les utilisateurs peuvent se servir de la fonction de recherche avancée du Registre pour trouver de l'information sur les activités de lobbying de 1996 à aujourd'hui. Cette fonction leur permet de faire une recherche à partir de presque tous les champs de données contenus dans les enregistrements et/ou les rapports mensuels de communications. Les utilisateurs peuvent faire des requêtes complexes et affiner les résultats en fonction de leurs besoins d'information.

De plus, des outils d'aide ont été élaborés pour faciliter l'utilisation des nouvelles fonctionnalités de recherche. L'outil d'aide pour la fonction de recherche de 12 mois d'activités de lobbying est présenté à l'annexe E de ce rapport, et le site Web du Commissariat offre un outil d'aide à la recherche plus détaillé pour la fonction de recherche avancée.

Les utilisateurs peuvent faire une recherche alphabétique dans le Registre, grâce au nouvel outil qui génère les listes alphabétiques des déclarants et lobbyistes, des organisations, des entreprises, des clients des lobbyistes ainsi que des entités tirant avantage des activités de lobbying. En outre, ils peuvent générer une liste alphabétique des titulaires d'une charge publique désignée nommés dans des rapports mensuels de communications.

Outils de rapport

En plus de permettre aux utilisateurs de consulter les enregistrements individuels, le système peut produire des rapports statistiques uniformisés sur demande. Cette année, le Commissariat a amélioré les rapports statistiques offerts aux utilisateurs. Auparavant, les outils de rapport fournissaient uniquement les renseignements contenus dans les enregistrements. Les utilisateurs peuvent maintenant générer, sur demande, des rapports basés à la fois sur les renseignements fournis dans les enregistrements et ceux fournis dans les rapports mensuels de communications.

Les rapports maintenant disponibles comprennent les suivants :

- nombre de lobbyistes actifs et d'enregistrements par type;
- objets dans les enregistrements actifs;
- institutions gouvernementales fédérales dans les enregistrements actifs;

- nombre de rapports mensuels de communications par période de déclaration;
- objets dans les rapports mensuels de communications;
- institutions gouvernementales fédérales dans les rapports mensuels de communications.

Les utilisateurs peuvent consulter ou générer des rapports en temps réel, concernant les enregistrements et les rapports mensuels de communications, ainsi que générer des rapports historiques et établir des rapports permettant d'analyser les tendances. Les données fournies dans les rapports statistiques peuvent être exportées dans des fichiers CSV/texte par les utilisateurs, ce qui facilite l'analyse de ces données pour quiconque souhaiterait les remanier pour ses besoins.

Les utilisateurs peuvent consulter une liste des enregistrements récents. Ce rapport affiche tous les enregistrements nouvellement affichés, mis à jour et réactivés par les lobbyistes au cours des 30 derniers jours, ou une liste sur les rapports mensuels de communications récents, qui affiche tous les rapports mensuels de communications versés au Registre par les lobbyistes au cours des 30 derniers jours.

Téléchargement de l'ensemble des données du Registre

De plus en plus d'utilisateurs souhaitent accéder aux données du Registre dans d'autres formats afin de les analyser au moyen de logiciels tiers. Depuis février 2013, les utilisateurs peuvent télécharger un extrait de la base de données du Registre des lobbyistes du site Web du Commissariat. Entre le 20 février 2013 (date

de sortie de cette fonctionnalité) et le 31 mars 2013, l'ensemble des données a été téléchargé 34 fois. Il est mis à jour une fois par mois.

VÉRIFICATION DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

En 2012-2013, le Système d'enregistrement des lobbyistes a fait l'objet d'une vérification interne. L'objectif était d'en examiner les contrôles et les pratiques de gestion. Cette vérification portait sur diverses activités, dont la gouvernance du système, les processus d'enregistrement et de rapport, la formation des employés et la sécurité informatique.

Les vérificateurs ont conclu que les mesures de soutien du Système d'enregistrement des lobbyistes étaient adéquates, tant pour assurer la saisie exacte des renseignements des lobbyistes que pour en garantir le traitement rapide et fiable. La vérification a par ailleurs révélé qu'il y avait lieu d'améliorer la gestion des services de TI à l'appui du Registre. J'en ferai une de mes priorités en 2013-2014. De plus, toute la documentation du système sera révisée et actualisée, et un processus permettant de la maintenir à jour sera mis en place.

MAINTENIR DES NORMES ÉLEVÉES EN MATIÈRE DE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Le Commissariat s'efforce de respecter ses normes de service élevées afin que les lobbyistes puissent se conformer à la Loi et que le processus d'enregistrement demeure convivial et efficace.

Aux termes de ces normes de service, mes employés s'efforcent :

- d'activer les comptes d'utilisateur dans un délai de 24 heures suivant la réception du formulaire d'engagement du déclarant;
- d'approuver les enregistrements ou de fournir une rétroaction à ce sujet dans un délai de trois jours ouvrables;
- de répondre aux appels téléphoniques pendant les heures de bureau dans un délai de 30 secondes dans 80 % des cas;
- de répondre aux messages téléphoniques dans un délai de 24 heures;
- d'accuser réception des demandes de renseignements par courriel dans un délai de 24 heures;
- de répondre aux demandes de renseignements par courriel dans un délai de deux jours ouvrables pour les demandes simples, et dans un délai de 14 jours civils pour les demandes complexes.

Je suis heureuse de souligner qu'encore une fois cette année, le Commissariat a réussi à respecter sa norme de service de trois jours ouvrables pour le traitement des enregistrements dans 100 % des cas, ce qui accroît la transparence en permettant au public d'avoir rapidement accès à l'information déclarée par les lobbyistes.

COMMUNIQUER POUR RENFORCER LA SENSIBILISATION

La Loi sur le lobbying (la Loi) confère à la commissaire au lobbying le mandat de sensibiliser le public aux exigences de la Loi. À cette fin, des programmes d'éducation ont été mis au point pour sensibiliser les lobbyistes, leurs clients et les titulaires d'une charge publique.

ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ PAR L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION

Je suis convaincue qu'informer les intervenants des objectifs et des exigences de la Loi ne peut qu'améliorer la conformité. En 2012-2013, mon équipe et moi avons rencontré plus de 900 personnes, y compris des lobbyistes, des titulaires d'une charge publique, des parlementaires et leur personnel, ainsi que des universitaires de différentes institutions postsecondaires au pays. En outre, j'ai témoigné à deux reprises devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes.

COMMUNIQUER AVEC LES LOBBYISTES

Des ressources et des efforts considérables sont consacrés chaque année à l'information et à l'éducation des lobbyistes au sujet des exigences de la Loi et du Code de déontologie des lobbyistes (le Code).

Cette année, j'ai visé mes efforts de sensibilisation sur les lobbyistes afin d'approfondir leur compréhension des exigences de la Loi et de leur responsabilité quant au respect des normes d'éthique du Code dans l'exercice de leurs activités de lobbying. Ces séances de sensibilisation ont permis à des lobbyistes et à des groupes de lobbyistes de faire connaître leurs préoccupations, et elles m'ont aidée à déterminer les aspects pour lesquels il faut plus de précisions et de renseignements pour faciliter le processus d'enregistrement et assurer la conformité à la Loi et au Code.

Je suis très fière des conseils et des services personnalisés que mon équipe offre aux déclarants. À cette fin, un conseiller à l'enregistrement est assigné à chaque déclarant. Cette année, le Commissariat a commencé à envoyer un courriel à chaque nouveau lobbyiste conseil pour lui présenter le conseiller à l'enregistrement qui lui est assigné. Ce courriel rappelle en même temps les délais d'enregistrement et de déclaration et mentionne l'offre d'aide et de conseils en personne, par téléphone ou webinaires. En 2013-2014, cette pratique sera étendue aux nouveaux déclarants des entreprises et organisations.

Les envois par courrier électronique constituent un moyen économique de communiquer des renseignements importants aux déclarants. Cette année, le Commissariat s'est servi de ce mode de communication pour envoyer aux déclarants une mise à jour sur l'examen de la Loi et ils ont été avisés des rapports d'enquête déposés au Parlement ainsi que des améliorations apportées aux outils de recherche et de rapport du Registre. De plus, le courrier électronique me permet de fournir aux déclarants des orientations en temps opportun et, dans un souci d'assurer la conformité, de leur faire mieux connaître certains aspects du régime de lobbying.

Communications avec les lobbyistes potentiels

Des lettres d'information sont envoyées à des personnes qui semblent exercer des activités de lobbying sans être enregistrées. Cette année, 113 entreprises et organisations ont fait l'objet d'une vérification de conformité après que les activités de surveillance du Commissariat aient indiqué qu'elles exerçaient peut-être du lobbying auprès de titulaires d'une charge publique fédérale. Le Commissariat a confirmé que 90 % des sujets étaient enregistrés comme l'exige la Loi. Après plus ample analyse, sept lettres d'information ont été envoyées à de potentiels lobbyistes pour les sensibiliser et les aider à déterminer s'ils devaient s'enregistrer.

Un enregistrement a par la suite été soumis. Deux destinataires ont répondu qu'ils n'atteignaient pas le seuil d'« une partie importante des fonctions » établi dans la Loi pour l'enregistrement, deux ont répondu qu'ils n'exerçaient aucune activité de lobbying enregistrable, et un autre a répondu que son organisation n'était pas tenue de s'enregistrer, n'ayant aucun employé rémunéré. Au 31 mars 2013, une seule personne à qui une lettre avait été envoyée ne nous avait pas répondu.

SENSIBILISER LES TITULAIRES D'UNE CHARGE PUBLIQUE

Les titulaires d'une charge publique fédérale sont les personnes visées par les activités de lobbying. Qu'elles soient élues ou nommées, ces personnes sont donc bien placées pour contribuer de manière importante à rehausser le niveau de compréhension de la Loi et du Code. Les titulaires d'une charge publique qui comprennent les dispositions de la Loi et du Code sont plus susceptibles de reconnaître la légitimité des activités de lobbying et de contribuer à la conformité.

Je rencontre régulièrement de hauts dirigeants et des équipes de gestion des ministères et organismes fédéraux. Ces réunions sont l'occasion toute indiquée pour échanger des renseignements en lien avec les activités de lobbying, déterminer les besoins futurs en matière de sensibilisation et d'information, et discuter des exigences particulières de la Loi, y compris de l'application de l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying pour les anciens titulaires d'une charge publique désignée. Cette année, mon équipe et moi-même avons tenu des séances d'information à l'intention de représentants de diverses institutions fédérales, y compris :

- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada;
- Agriculture et Agroalimentaire Canada;
- Citoyenneté et Immigration Canada;
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada;

- Patrimoine canadien;
- Secrétariat du Conseil du Trésor;
- Services partagés Canada;
- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

J'ai organisé une série de réunions avec plusieurs des sous-ministres des 20 institutions fédérales auprès desquelles les lobbyistes sont les plus actifs, notamment :

- Affaires étrangères et Commerce international Canada;
- Bureau du Conseil privé;
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada;
- Finances Canada;
- Industrie Canada;
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada;
- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

D'autres réunions avec les administrateurs généraux de plusieurs autres organismes fédéraux sont prévues en 2013-2014.

Cette année, mon équipe a fait des présentations au sujet de la Loi devant la Communauté des régulateurs fédéraux ainsi que la Communauté de pratique pour les relations avec les intervenants et la participation du public, deux importants groupes qui consultent régulièrement des intervenants externes et qui peuvent faire l'objet d'activités de lobbying à certaines occasions. J'ai donné une présentation à l'intention des chefs de cabinet des ministres, à la suite de laquelle des réunions de suivi ont eu lieu dans plusieurs cabinets ministériels. J'ai rencontré la présidente de l'École de la fonction publique du Canada pour discuter comment le Commissariat pourrait l'aider pour améliorer la formation sur la Loi qu'elle offre aux titulaires d'une charge publique. Des membres de mon personnel ont participé comme conférenciers à huit séances du cours « Ottawa et ses rouages ». Enfin, j'ai été invitée au Camp de carrières 2013 de l'École pour entretenir les nouveaux fonctionnaires au sujet du lobbying.

Éducation des actuels et anciens titulaires d'une charge publique désignée

De plus en plus, d'actuels et d'anciens titulaires d'une charge publique désignée assujettis à l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying qui est prévue par la Loi demandent avis et conseils à ce sujet au Commissariat. Cette année, nous avons donné des conseils à plusieurs personnes, dont un certain nombre avait reçu des offres d'emploi dans le secteur privé.

AIDER LES PARLEMENTAIRES

En tant qu'agent indépendant du Parlement, je rends des comptes directement aux deux chambres du Parlement. Je suis appelée à témoigner le plus souvent devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes en ce qui concerne mes activités relatives à l'application de la Loi et du Code. Je tente de fournir aux parlementaires tous les renseignements dont ils ont besoin pour comprendre comment je m'acquies des obligations de mon mandat et pour bien exercer leur rôle de surveillance.

J'y ai témoigné en mai 2012 pour discuter du budget principal des dépenses de mon organisation, souligner les réalisations du Commissariat et expliquer mes priorités pour 2012-2013. J'ai témoigné de nouveau en mars 2013 dans le contexte de l'examen prévu par la loi de la Loi sur les conflits d'intérêts mené par ce comité. Dans mes remarques, j'ai souligné l'importance autant de la Loi sur les conflits d'intérêts que de la Loi sur le lobbying pour assurer la transparence et la confiance de la population canadienne à l'égard de l'intégrité du processus décisionnel du gouvernement.

COMMUNIQUER AVEC LES HOMOLOGUES

La communauté qui est chargée de veiller à ce que les activités de lobbying se déroulent de manière éthique et transparente est relativement petite. Au Canada, par exemple, j'ai des homologues en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve et Labrador. À l'échelle municipale, il existe des registres de lobbyistes dans les villes de Toronto et d'Ottawa, tandis que les municipalités québécoises et la ville de St. John's à Terre-Neuve et Labrador sont couvertes par la loi provinciale qui s'applique. Il est indispensable que je maintienne des relations étroites avec mes homologues municipaux, provinciaux et internationaux afin que nous puissions faire des échanges de nos expériences et discuter des enjeux liés à la mise en œuvre de nos régimes de lobbying respectifs.

Les réunions du Réseau des directeurs et commissaires des lobbyistes m'offrent une tribune où je peux régulièrement discuter avec mes homologues provinciaux et municipaux des moyens de relever les défis actuels et futurs en matière de lobbying dans diverses administrations. Le réseau a tenu deux réunions au cours de l'exercice, soit en septembre 2012 et en février 2013.

Lors de ces réunions, mes collègues et moi avons échangé nos points de vue sur les activités de l'exercice précédent. Nous avons également discuté de la manière dont les registres de lobbyistes et les codes de déontologie contribuent à maintenir la confiance du public en l'intégrité du processus décisionnel du gouvernement. Il a aussi été question de la façon pour les organismes de réglementation du lobbying de mesurer leur rendement et du meilleur moyen de mener des consultations profitables auprès d'intervenants.

Le régime de lobbying fédéral du Canada demeure reconnu sur la scène internationale et on me demande souvent de faire profiter d'autres instances de mon expérience au chapitre de la mise en œuvre de la loi. Ainsi, j'ai fourni au gouvernement d'Irlande, à sa demande, des renseignements qui ont contribué à orienter l'élaboration d'un document de politique publié par ce gouvernement. Un député du gouvernement de Nouvelle Zélande qui souhaitait déposer un projet de loi visant à instaurer dans son pays un régime de divulgation des activités de lobbying a consulté le Commissariat. Le bureau du conseil des ministres du Royaume-Uni m'a consultée dans le contexte de l'établissement d'un registre obligatoire des lobbyistes dans ce pays. Enfin, les membres de mon personnel ont rencontré une délégation en visite de représentants israéliens de la Knesset, le parlement d'Israël, pour répondre à leurs questions concernant le régime de lobbying canadien.

En novembre 2012, à l'invitation de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), j'ai participé, à l'occasion de la quinzième conférence annuelle sur la lutte contre la corruption au Brésil, à un groupe de discussion sur la manière dont la transparence peut faire évoluer les pratiques de lobbying en mettant au jour les interactions qui se déroulent derrière des portes closes. J'y ai présenté le point de vue du Canada et parlé de mon expérience au regard de la loi fédérale sur le lobbying.

En décembre 2012, j'ai assisté à la conférence annuelle du Council on Governmental Ethics Laws à Columbus en Ohio, où j'ai fait le point sur les développements du régime fédéral de lobbying du Canada dans le cadre d'un groupe de discussion canado-américain.

INSTAURER LE DIALOGUE AVEC LES CANADIENS GRÂCE AU SITE WEB

Le site Web du Commissariat au lobbying est un moyen économique de diffuser un large éventail de renseignements à l'intention des lobbyistes, titulaires d'une charge publique, parlementaires, médias et membres du grand public. Cette année, le site Web a reçu près de 98 000 visites, pour un total de près de 325 000 pages visionnées.

Le matériel éducatif affiché sur le site Web du Commissariat comprend ce qui suit :

- des didacticiels multimédias sur le processus d'enregistrement;
- un guide d'enregistrement;
- des bulletins d'interprétation et des avis consultatifs qui expliquent certaines dispositions importantes de la Loi;
- des directives concernant l'application du Code;
- un document d'introduction intitulé « Dix choses qu'il est important de savoir sur le lobbying ».

Cette année, les travaux de réaménagement du site Web visaient principalement à améliorer la visibilité des outils de recherche et de rapport du Registre pour que les visiteurs puissent les trouver plus facilement. De plus, le Commissariat s'est employé à développer des outils, comme des guides d'aide, destinés aux utilisateurs qui font des recherches dans le Registre.

ASSURER LA CONFORMITÉ À LA LOI ET AU CODE



Je suis convaincue que la connaissance et la compréhension de la Loi sur le lobbying (la Loi) et du Code de déontologie des lobbyistes (le Code), acquises grâce à un bon programme d'éducation et de sensibilisation, sont indispensables pour accroître la conformité. Cependant, pour arriver à dissuader les gens de contrevenir à la Loi, il faut instaurer en parallèle un programme de surveillance et d'application de la Loi. Il est donc important de prévoir des conséquences pour les contrevenants à la Loi ou au Code.

Le programme de conformité du Commissariat est axé sur trois principales activités : les examens et les enquêtes au sujet d'allégations d'infractions à la Loi ou au Code; la vérification des données fournies par les lobbyistes dans les rapports mensuels de communications; et l'examen des demandes d'exemption de l'interdiction d'exercer des activités de lobbying pendant une période de cinq ans après la fin d'un mandat à titre de titulaire d'une charge publique désignée.

VÉRIFIER LES ALLÉGATIONS D'INFRACTIONS

La Loi me confère le pouvoir d'examiner les allégations d'infractions à la Loi ou au Code. J'accorde le même sérieux à toutes les allégations, et j'évalue le bien fondé de chacune d'elles avant de décider des mesures appropriées à prendre.

Les allégations d'infractions peuvent découler de mes propres observations ou être portées à mon attention au moyen de plaintes. Je peux me pencher sur des allégations d'infractions mises en lumière par les médias et par d'autres sources d'information publiques ou encore par le suivi des renseignements consignés au Registre des lobbyistes (le Registre). Les plaintes et les allégations externes proviennent de diverses sources, y compris de fonctionnaires, de parlementaires et de citoyens. La preuve d'une infraction peut également être divulguée volontairement par un lobbyiste.

Les allégations portent habituellement sur des infractions présumées à la Loi et visent des personnes, des entreprises ou des organisations soupçonnées de se livrer à des activités de lobbying sans être enregistrées.

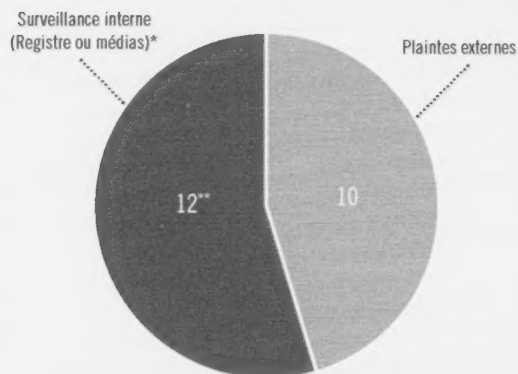
Vérification de la conformité

Le Commissariat vérifie périodiquement les enregistrements et les rapports mensuels de communications soumis par des personnes ayant antérieurement fait l'objet d'un examen de mon équipe à la suite d'allégations d'infractions à la Loi. Ces vérifications visent à déterminer si leur bilan de conformité s'améliore. Généralement, ces infractions se rapportent à des incidents de non-conformité sans gravité, par exemple la soumission d'un rapport mensuel de communication en retard.

Cette année, le Commissariat a effectué 82 vérifications de conformité, ce qui m'a amenée à déclencher un examen administratif concernant un lobbyiste qui avait omis de soumettre des rapports mensuels de communications dans les délais prescrits.

Le diagramme ci dessous présente, par source, le nombre d'allégations d'infractions à la Loi et au Code dont j'ai pris connaissance en 2012-2013.

FIGURE 3 : VENTILATION DES ALLÉGATIONS, PAR SOURCE



*Surveillance interne inclus: le Régistre, surveillance des médias, vérifications de la conformité et vérifications des communications

**En 2012-13, deux dossiers générés à l'interne ont été le sujet de plaintes ultérieures

MENER DES EXAMENS ADMINISTRATIFS

Le processus

Avant d'ouvrir une enquête, je procède habituellement à un examen administratif lorsque je prends connaissance d'une infraction présumée à la Loi ou au Code. Cette année, 22 examens administratifs ont été déclenchés.

Un examen administratif consiste à rechercher des faits qui seront ensuite consignés dans un rapport d'examen administratif. Ce rapport me permet de décider s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête en vertu de l'article 10.4 de la Loi. Il constitue une évaluation exhaustive et étayée des allégations, qui me fournit les renseignements nécessaires pour prendre une décision éclairée. Ce rapport se doit d'être rigoureux et détaillé, parce que toute décision qu'il étaye peut faire l'objet d'un contrôle judiciaire en Cour fédérale.

Suivant les principes d'équité procédurale et de justice naturelle, les mesures de conformité doivent être mises en œuvre avec équité et cohérence. Je fonde mes décisions sur les facteurs énoncés dans un document intitulé *Principes directeurs et critères pour recommander des mesures de conformité*. Ce document, qui peut être consulté sur le site Web du Commissariat, met en lumière l'importance de facteurs tels que :

- la nature et la gravité de l'infraction présumée;
- le degré du préjudice (transparence, confiance du public);
- le temps s'étant écoulé depuis l'infraction ou l'omission;
- le degré de négligence ou d'intention;
- si l'infraction ou l'omission a été divulguée volontairement par le sujet;
- les antécédents du sujet en matière de conformité.

Résultats des examens administratifs

Il y a quatre issues possibles à un examen administratif :

1. **Le dossier est clos parce que l'allégation n'était pas fondée**, parce que, par exemple, la communication ne concernait pas un sujet prescrit, l'activité n'a pas été exercée moyennant paiement ou parce que le seuil d'« une partie importante des fonctions » n'a pas été atteint par l'entreprise ou par l'organisation. Dans ces cas, j'informe la personne, l'organisation ou l'entreprise visée, ainsi que le plaignant, de ma décision par lettre.

ÉTUDE DE CAS N° 1 : ALLÉGATION NON FONDÉE

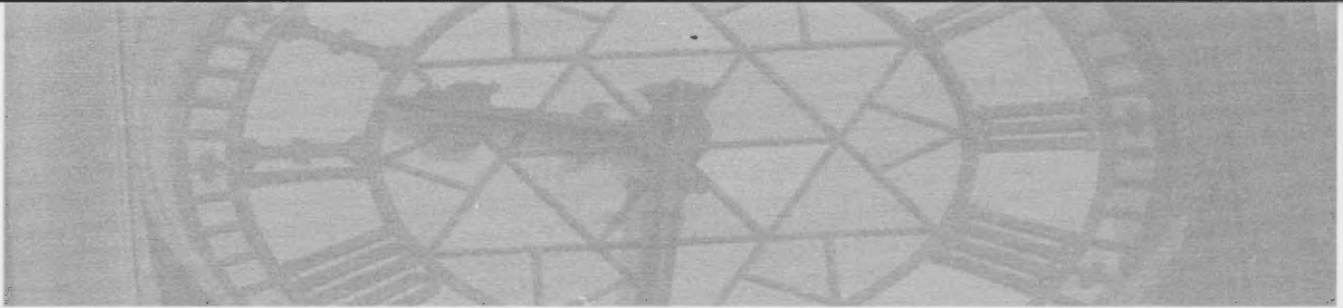
En juillet 2012, j'ai déclenché un examen administratif après avoir pris connaissance d'allégations selon lesquelles la Loi et le Code avaient été enfreints en conséquence de la tenue d'une activité de financement pour le compte d'un député.

Dans ce cas, il était allégué que des personnes associées à une entreprise prenant part à un processus concurrentiel dans le but d'obtenir une licence de radiodiffusion du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes avaient organisé une activité de financement et y avaient assisté. L'entreprise n'était pas enregistrée comme employant des lobbyistes salariés, mais elle avait retenu les services de lobbyistes-conseils qui avaient enregistré leurs engagements respectifs.

L'examen administratif avait pour objet de déterminer :

1. si l'entreprise participant au processus concurrentiel avait employé une ou plusieurs personnes dont les fonctions nécessitaient un enregistrement en vertu de la Loi, et le cas échéant;
2. si des employés de l'entreprise avaient enfreint la Règle 8 (Influence répréhensible) du Code en conséquence de leur participation alléguée à l'activité de financement, en ayant placé un titulaire d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou apparent. Un lobbyiste enfreint la Règle 8 du Code s'il propose ou exerce une activité qui place un titulaire d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou apparent;
3. si les lobbyistes-conseils enregistrés dont les services avaient été retenus par l'entreprise avaient également participé à l'activité de financement et, le cas échéant, si leur participation avait placé un titulaire d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou apparent.

Dans le cadre de l'examen, l'information contenue dans le Registre a été vérifiée, une recherche au sujet du processus d'octroi de licences de radiodiffusion a été effectuée, et des entrevues ont été menées avec le député, des membres de son association de circonscription, des employés de l'entreprise, et des lobbyistes-conseils enregistrés. Selon les renseignements qui m'ont été fournis dans le rapport d'examen administratif préparé par mon équipe, j'ai déterminé que l'entreprise n'était pas tenue de déclarer des activités de lobbyistes salariés au moyen d'un enregistrement. Les représentations à l'égard de l'octroi d'une licence de radiodiffusion ne figurent pas parmi les activités nécessitant un enregistrement énoncées à l'alinéa 7(1)a) de la Loi. Par conséquent, les employés de l'entreprise n'étaient pas assujettis aux règles et aux principes du Code de déontologie des lobbyistes. Pour ce qui est des lobbyistes-conseils enregistrés, je n'ai trouvé aucun élément permettant de conclure qu'ils avaient enfreint la Règle 8 du Code, rien ne prouvant qu'ils aient participé à l'activité de financement ou qu'ils en aient eu connaissance. Les allégations ont été jugées non fondées et l'examen administratif a été fermé.



2. Le dossier est clos, même si l'allégation est fondée. Dans les cas où j'estime que la transgression est mineure, je peux opter pour des mesures alternatives que je juge plus adaptées pour assurer la conformité à la Loi, par exemple informer la personne des exigences de la Loi ou lui demander de corriger les renseignements dans le Registre. Selon moi, ce type de dossier ne justifie pas un renvoi à la GRC ni une enquête officielle en vertu de la Loi. Toutefois, même si le dossier d'examen administratif est clos, mon personnel continue de surveiller cette personne pour s'assurer qu'elle demeure en conformité.

ÉTUDE DE CAS N° 2 : ALLÉGATION FONDÉE MESURES DE CONFORMITÉ DE RECHANGE À L'ÉGARD DU LOBBYISTE


En mars 2012, j'ai déclenché un examen administratif après que le représentant d'une entreprise enregistrée ait communiqué avec le Commissariat pour divulguer volontairement le fait que son entreprise avait omis de soumettre plusieurs rapports mensuels de communications dans les délais prescrits par la Loi. Les lobbyistes doivent verser au Registre un rapport mensuel de communication au plus tard 15 jours après la fin de chaque mois où une communication prescrite avec un titulaire d'une charge publique désignée a lieu. L'enregistrement de l'entreprise en question avait été désactivé par le Système d'enregistrement des lobbyistes après une période d'inactivité.

L'examen administratif avait pour objet de déterminer si l'entreprise avait omis de respecter ses obligations en matière de déclaration en vertu de la Loi, et les raisons pour lesquelles elle avait omis de déclarer ses communications en temps opportun.

Dans le cadre de l'examen administratif, une recherche au sujet de l'entreprise a été effectuée. Ses antécédents en matière d'enregistrement et la correspondance entre l'entreprise et le Commissariat ont aussi été analysés. À la lumière de renseignements m'ayant été fournis dans le rapport d'examen administratif de mon équipe, j'ai déterminé que l'allégation était fondée. J'ai décidé cependant de ne pas ouvrir une enquête officielle en vertu de la Loi, mais plutôt de sensibiliser le déclarant à propos des exigences législatives. Ma décision était fondée sur les motifs suivants :

- le déclarant avait divulgué volontairement la non-conformité;
- il y avait eu un changement de personnel dans l'entreprise au cours de la période en question;
- l'entreprise a fourni la certitude qu'elle avait mis en œuvre des mesures alternatives de conformité à la Loi.

Le président-directeur général de l'entreprise a été avisé par écrit de mes conclusions et averti que tout nouveau bris de conformité serait assujéti à d'autres mesures prescrites dans la Loi. L'entreprise fait maintenant l'objet d'une surveillance de la part du Commissariat.

- 
3. **Une enquête officielle est lancée lorsque je détermine qu'une infraction présumée est grave et semble fondée.** Aux termes de la Loi, je dois faire enquête si j'ai des « raisons de croire » qu'une enquête est nécessaire pour assurer la conformité à la Loi ou au Code. Dans certains cas, je peux lancer plus d'une enquête en me fondant sur l'information qui m'a été fournie dans un seul rapport d'examen administratif.

ÉTUDE DE CAS N° 3 : ALLÉGATION FONDÉE, ENQUÊTE OUVERTE

En mars 2013, j'ai ouvert une enquête officielle en vertu du paragraphe 10.4(1) de la Loi à la lumière de renseignements qui m'ont été présentés dans le rapport d'examen administratif préparé par mon équipe. Cet examen avait été ouvert par le Commissariat à la suite de divulgations d'une institution fédérale intervenant dans l'octroi de subventions et de contributions.

L'institution fédérale a avisé le Commissariat qu'une personne avait omis de s'enregistrer à titre de lobbyiste conseil en lien avec des demandes de financement public préparées et présentées pour le compte de quatre clients. Selon les titulaires d'une charge publique qui sont intervenus dans le processus de demande, après avoir été avertie à plusieurs reprises qu'elle était tenue de s'enregistrer comme lobbyiste pour exercer de telles activités, cette personne avait négligé de déclarer toutes ses activités en bonne et due forme.

Dans le cadre de l'examen administratif, des entrevues ont été menées avec des titulaires d'une charge publique de l'institution fédérale ainsi qu'avec des clients de l'expert conseil visé, et le Commissariat a procédé à une analyse des contrats, des factures, des paiements, de la correspondance et des calendriers électroniques en lien avec les divers engagements. À la lumière de renseignements m'ayant été fournis dans le rapport d'examen administratif préparé par mon équipe, j'ai ouvert une enquête, ayant des raisons de croire qu'une telle mesure était nécessaire pour assurer la conformité à la Loi.

Au cours de mon enquête, j'ai déterminé qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que la personne, moyennant paiement et pour le compte de divers clients, avait communiqué avec des titulaires d'une charge publique en ce qui concerne l'octroi d'une subvention, d'une contribution ou d'un autre avantage financier. Puisque l'omission de déclarer un engagement de lobbyiste conseil constitue une infraction à la Loi, j'ai subsequmment suspendu mon enquête et renvoyé le cas à la GRC. Au 31 mars 2013, le cas était encore entre les mains de la GRC.



4. Le dossier est renvoyé à un agent de la paix, soit la GRC, si j'ai des « motifs raisonnables de croire » qu'une infraction à la Loi ou à toute autre loi fédérale ou provinciale a été commise. Dans de tels cas, aux termes de la Loi, je dois suspendre l'étude du dossier jusqu'à ce qu'une décision finale ait été prise par la GRC ou les tribunaux.

**ÉTUDE DE CAS N° 4 : MOTIFS RAISONNABLES DE CROIRE QU'UNE INFRACTION A ÉTÉ COMMISE
L'ENQUÊTE EST SUSPENDUE ET L'AFFAIRE EST RENVOYÉE À LA GRC**

Un examen administratif a été déclenché en février 2011 après qu'un représentant d'une organisation sans but lucratif ait communiqué avec le Commissariat pour divulguer qu'une personne dont les services avaient été retenus pour communiquer avec des titulaires d'une charge publique fédérale au nom de l'organisation n'avait pas enregistré cet engagement. Le client nous a fourni des copies du contrat, des factures, une preuve de paiement et sa correspondance avec le lobbyiste conseil en lien avec l'engagement. L'examen avait pour objet de déterminer si la personne en question, moyennant paiement et pour le compte du client, s'était engagée à communiquer ou à organiser des réunions avec des titulaires d'une charge publique fédérale. Toute personne qui s'engage à se livrer à des activités de lobbyiste conseil contre rémunération, en convenant de communiquer ou d'organiser des réunions pour le compte d'un client, est tenue de déposer une déclaration dans le Registre au plus tard dix jours après avoir pris cet engagement.

J'ai ouvert une enquête en mai 2011 parce que j'avais des raisons de croire qu'une telle mesure était nécessaire pour assurer la conformité.

L'omission de présenter une déclaration constitue une infraction à la Loi. À la lumière de renseignements m'ayant été fournis dans un rapport d'enquête préparé par mon équipe, j'ai déterminé qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que la personne en cause avait enfreint la Loi. J'ai donc suspendu mon enquête et renvoyé le cas à la GRC. Le 29 janvier 2013, la GRC a accusé cette personne d'avoir omis de s'enregistrer à titre de lobbyiste conseil comme l'exige le paragraphe 5(1) de la Loi. Au 31 mars 2013, l'affaire était devant les tribunaux.

Il convient de souligner que le temps nécessaire pour mener à bien un examen administratif ou une enquête dépend de divers facteurs, comme la complexité du dossier ainsi que la disponibilité des témoins ou des preuves. De plus, lorsqu'un dossier est renvoyé à la GRC, je n'ai plus aucun contrôle sur le délai de traitement de celui-ci.

La Loi me confère un certain pouvoir discrétionnaire. Par exemple, je peux refuser d'enquêter ou de poursuivre une enquête si j'estime, selon le cas, que

l'affaire visée pourrait avantageusement être traitée en conformité avec la procédure prévue par une autre loi fédérale, que les conséquences de cette affaire ne sont pas suffisamment importantes, que cela serait inutile en raison de la période écoulée depuis le moment où l'affaire a pris naissance, ou que cela est opportun pour tout autre motif justifié. Mon document intitulé *Principes directeurs et critères pour recommander des mesures de conformité*, qui peut être consulté sur le site Web du Commissariat, fournit des précisions sur les facteurs dont je tiens compte lorsque j'exerce ce pouvoir discrétionnaire.

Le tableau suivant donne des renseignements sur les 27 dossiers d'examen administratif fermés en 2012-2013.

TABLEAU 3 : EXAMENS ADMINISTRATIFS FERMÉS EN 2012-2013, PAR MOTIF

RÉSULTAT	NOMBRE DE DOSSIERS D'EXAMEN ADMINISTRATIF FERMÉS
Allégation non fondée – la communication ne nécessitait pas de déclaration	6
Allégation non fondée – aucune rémunération en contrepartie	1
Allégation non fondée – le lobbying ne constituait pas une partie importante des fonctions	2
Allégation non fondée – aucune infraction au Code n'a été commise	3
ALLÉGATIONS NON FONDÉES – SOUS-TOTAL	12
Allégation fondée – prise de mesures d'éducation et surveillance plus poussée	7
Allégation fondée – enquête ouverte*	3
ALLÉGATIONS FONDÉES – SOUS-TOTAL	10
Examens cessés parce qu'il n'y avait pas matière à aller de l'avant pour divers motifs : renseignements fournis insuffisants, preuve insuffisante en raison du temps écoulé, objet semblable traité dans un rapport d'enquête précédent.	5
EXAMENS CESSÉS – SOUS-TOTAL	5
NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS D'EXAMEN ADMINISTRATIF FERMÉS EN 2012-2013	27

*Un dossier a été renvoyé à la GRC parce que j'avais des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la Loi avait été commise.

MENER DES ENQUÊTES

Comme l'exige la Loi, je fais enquête lorsque j'ai des « raisons de croire » qu'une enquête est nécessaire au contrôle d'application de la Loi ou du Code. Dans la plupart des cas, une enquête est ouverte sur la base de renseignements portés à mon attention dans un rapport d'examen administratif. Toutefois, dans certains cas, je peux décider, à la lumière des preuves dont je dispose, qu'une enquête s'impose avant même qu'un examen administratif ne soit lancé ou ne soit terminé.

Au cours ou au terme d'une enquête, je peux aussi décider qu'il existe des « motifs raisonnables de croire » qu'une personne a commis une infraction à la Loi. Si tel est le cas, je dois, conformément à la Loi, suspendre immédiatement mon enquête et aviser un agent de la paix compétent pour qu'il mène une enquête (c. à d. la GRC). Si la GRC décide de ne pas enquêter, elle est tenue de m'en aviser, et je dois alors déterminer si j'ai des motifs suffisants de procéder à une enquête à l'égard du Code.

Cette année, j'ai ouvert trois enquêtes et j'en ai fermé six.

TABEAU 4 :

NOMBRE D'ENQUÊTES EN 2012-2013

Nombre d'enquêtes au 1 ^{er} avril 2012	8
Enquêtes ouvertes pendant l'exercice 2012-2013	3
Dossiers d'enquête fermés : rapports au Parlement	7
Dossiers d'enquête fermés : enquêtes cessées	4
Nombre d'enquêtes au 31 mars 2013	5*

*Trois dossiers étaient entre les mains de la GRC au 31 mars 2013.

Au 31 mars 2013, il y avait cinq enquêtes en cours au Commissariat. Les lobbyistes en cause sont soupçonnés d'avoir enfreint les règles visant à favoriser la transparence ou le principe du professionnalisme du Code en omettant de dûment s'enregistrer, ou en se livrant à des activités de lobbying alors qu'ils étaient assujettis à l'interdiction quinquennale. Ces enquêtes ont été ouvertes soit à la suite de divulgations ou de plaintes de membres du public ou de titulaires d'une charge publique, soit à la lumière de renseignements qui sont venus à ma connaissance par le truchement des médias.

La Loi m'accorde le pouvoir de cesser une enquête pour l'une ou plusieurs des raisons exposées au paragraphe 10.4 (1.1) de la Loi. En 2012-2013, j'ai cessé quatre enquêtes à la lumière de renseignements additionnels que les personnes visées m'ont fournis après avoir passé en revue le rapport d'enquête à leur sujet. Après avoir pris en considération les rapports préparés par le Commissariat, de même que les points de vue présentés par les personnes visées, j'ai décidé de ne pas présenter mes constatations et mes conclusions dans des rapports d'enquête déposés au Parlement par souci d'équité envers ces personnes, en raison de la nature inhabituelle de la situation et de l'absence de précédents.

AVISER UN AGENT DE LA PAIX


En vertu de la Loi, je dois suspendre mon enquête et aviser un agent de la paix dès que j'ai des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis une infraction à la Loi. En 2012-2013, j'ai suspendu trois enquêtes et renvoyé les dossiers en question à la GRC. Le 29 janvier 2013, la GRC a accusé un sujet d'avoir omis de s'enregistrer à titre de lobbyiste conseil comme l'exige le paragraphe 5 (1) de la Loi. Au 31 mars 2013, l'affaire était devant les tribunaux.

RAPPORTS AU PARLEMENT

En vertu de la Loi, je dois, au terme d'une enquête sur une infraction présumée au Code, préparer un rapport d'enquête qui contient les résultats, mes conclusions et les motifs de mes conclusions, et le soumettre aux deux chambres du Parlement.

Lorsque j'enquête sur une infraction présumée au Code, j'exerce les fonctions d'un tribunal administratif. La Loi stipule que « dans le cadre de son enquête, [le commissaire peut procéder] de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives ». Je suis donc tenue d'appliquer des normes reconnues en matière d'équité procédurale et de justice naturelle. À cette fin, la Loi exige qu'avant de déposer un rapport d'enquête au Parlement je donne au sujet de l'enquête la possibilité de présenter son point de vue. J'ai pour pratique de remettre à la personne une copie du rapport d'enquête préparé par mon équipe, en lui demandant d'y répondre dans les trente jours qui suivent. Il est arrivé que ces délais aient été prolongés sur demande.

Chacun de mes rapports d'enquête tient compte du rapport d'enquête qui m'a été fourni par mon personnel, ainsi que du point de vue du sujet, le cas



échéant. En 2012-2013, quatre rapports d'enquête ont été soumis à des sujets pour leur donner la possibilité de présenter leur point de vue.

Rapports d'enquête déposés au Parlement en 2012-2013

Les infractions au Code n'entraînent pas d'amendes ou de peines d'emprisonnement. Mes conclusions au sujet d'infractions sont rendues publiques lorsque des rapports d'enquête sont déposés au Parlement, ce qui sert de mesure de dissuasion, en particulier pour les contrevenants et de manière générale pour tous les lobbyistes. À mon avis, la divulgation publique par le dépôt des rapports au Parlement renforce la conformité en rappelant aux lobbyistes les conséquences de ne pas s'enregistrer sur leur réputation et leur crédibilité, ainsi que sur leur capacité d'attirer ou de conserver des clients.

LES ACTIVITÉS DE LOBBYING DE KEITH BEARDSLEY (JUIN 2012)

Il a été allégué que M. Keith Beardsley, un expert-conseil associé à Franc Nord Affaires Publiques, avait tenté d'organiser une réunion pour le compte d'un client à une période où il était assujéti à l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying prévue à l'article 10.11 de la Loi.

En novembre 2009, j'ai déclenché un examen administratif. En mai 2010, à la lumière de renseignements m'ayant été fournis dans un rapport d'examen administratif, j'ai ouvert une enquête. L'enquête a été immédiatement suspendue et l'affaire a été renvoyée à la GRC parce que j'avais des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la Loi avait été commise.

La GRC a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment de motifs pour porter des accusations en vertu de la Loi et

m'en a avisée dans une lettre en décembre 2010. Pour ma part, j'ai décidé que j'avais des motifs suffisants pour aller de l'avant avec une enquête à l'égard du Code.

J'ai conclu que M. Beardsley avait enfreint le Code, plus particulièrement le principe du professionnalisme, en se livrant à des activités de lobbying nécessitant un enregistrement alors qu'il était visé par l'interdiction quinquennale.

Mon rapport d'enquête a été déposé au Parlement en juin 2012. Il est disponible sur le site Web du Commissariat.

LES ACTIVITÉS DE LOBBYING DE JULIE COUILLARD (OCTOBRE 2012)

En juin 2008, il a été allégué dans les médias que M^{me} Julie Couillard avait tenté d'influencer plusieurs titulaires d'une charge publique fédérale en ce qui concerne l'octroi d'un contrat de taille. Au cours du même mois, l'ancien directeur des lobbyistes a entrepris un examen administratif afin de se pencher sur les activités de M^{me} Couillard. Après ma nomination à titre de commissaire intérimaire en juillet 2008, j'ai décidé de poursuivre cet examen administratif afin de déterminer si M^{me} Couillard s'était livrée à des activités pour lesquelles elle était tenue de s'enregistrer comme lobbyiste.

En août 2008, j'ai constaté que la GRC enquêtait sur les allégations concernant M^{me} Couillard. Comme la Loi l'exige, j'ai suspendu mon examen jusqu'à nouvel ordre. En octobre 2010, la GRC m'a avisée qu'aucune accusation ne serait portée contre M^{me} Couillard en vertu de la Loi.

J'ai déterminé que j'avais des motifs raisonnables d'aller de l'avant avec une enquête sur les activités



de lobbying de M^{me} Couillard. Dans mon rapport, j'ai conclu que M^{me} Couillard avait communiqué avec un titulaire d'une charge publique, moyennant paiement et pour le compte de son client, en ce qui concerne l'octroi d'un contrat. J'ai également conclu qu'en omettant de déclarer ces communications, M^{me} Couillard avait enfreint le Code, plus particulièrement le principe du professionnalisme, la Règle 2 (Renseignements exacts) et la Règle 3 (Divulgaration des obligations).

Mon rapport d'enquête a été déposé au Parlement en octobre 2012 et peut être consulté sur le site Web du Commissariat.

GÉRER LES DOSSIERS ET ÉTABLIR DES RAPPORTS

J'accorde le même sérieux à toutes les infractions à la Loi et au Code, et mon équipe se penche sur toutes les allégations qui sont portées à mon attention. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi en 2008, l'inventaire de la charge de travail du Commissariat se situe en moyenne entre 50 et 60 dossiers, ce qui comprend les examens des demandes d'exemption, les examens administratifs et les enquêtes. De 25 à 30 nouveaux dossiers sont ouverts chaque année. Les dossiers varient en ancienneté (date des faits allégués) et en complexité (effort requis pour mener à bien le dossier). La gravité des allégations varie également.

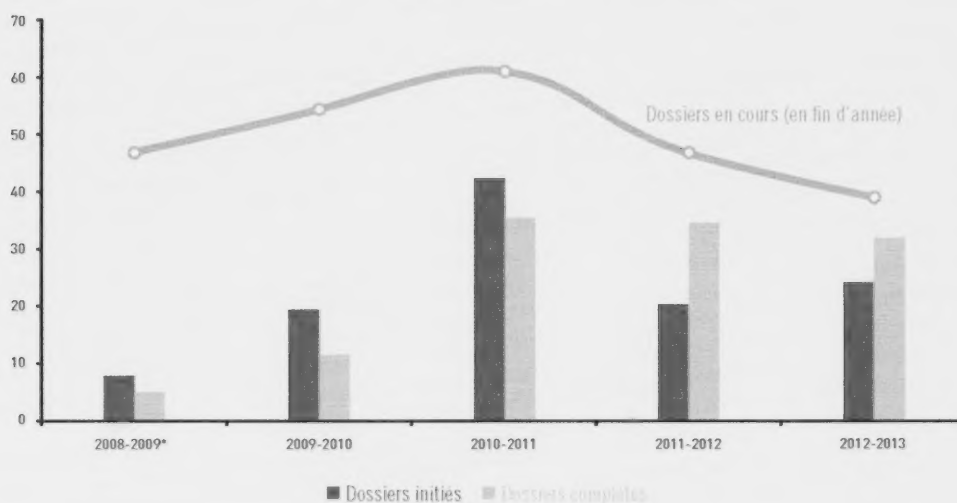
Cette année, un système de priorisation des dossiers a été établi pour aider le personnel du Commissariat à déterminer le niveau de priorité de chaque cas. Afin de faciliter la planification, ce système sera utilisé pour

fixer des échéanciers de traitement des dossiers. Les dossiers seront évalués et réévalués continuellement en fonction de divers facteurs, comme la nature et la gravité de chaque infraction présumée. Cette évaluation permettra au Commissariat de déterminer le niveau de priorité de chaque dossier. D'autres facteurs, comme la nature de l'infraction et la disponibilité de preuves, seront pris en compte au moment d'établir l'échéancier de traitement de chaque dossier.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi le 2 juillet 2008, 101 examens administratifs ont été ouverts, et 105 ont été fermés. Les 40 dossiers d'examen administratifs hérités de mon prédécesseur, le directeur des lobbyistes, ont été bouclés, sauf trois. Pour ce qui est des enquêtes, depuis ma nomination au poste de commissaire, j'en ai ouvert 17 et cessé 8, et j'ai déposé 10 rapports d'enquête. Les six enquêtes héritées de mon prédécesseur, le directeur des lobbyistes, ont été menées à terme.

La figure suivante montre le nombre de dossiers d'examen administratifs et d'enquêtes ouverts et fermés depuis la création du Commissariat au lobbying en juillet 2008, de même que le nombre total de cas en fin d'exercice pour chaque exercice depuis 2008-2009. Comme l'illustre le diagramme, le Commissariat s'efforce de traiter les nouveaux cas en temps opportun tout en réduisant le nombre de dossiers reportés des années précédentes. Des renseignements sur tous les dossiers fermés peuvent être consultés sur le site Web du Commissariat.

FIGURE 4 : EXAMENS ADMINISTRATIFS ET ENQUÊTES DU CAL :
2 JUILLET 2008 AU 31 MARS 2013, PAR EXERCICE



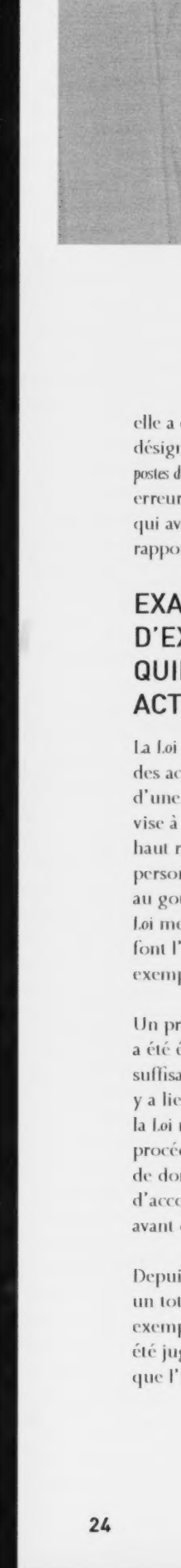
*Le commissariat au lobbying a été créé le 2 juillet 2008 et la commissaire a hérité de 46 dossiers.

VÉRIFIER L'EXACTITUDE DES RAPPORTS MENSUELS DE COMMUNICATIONS

En vertu de la Loi, les lobbyistes enregistrés doivent déclarer mensuellement les communications « orales et organisées » avec des titulaires d'une charge publique désignée (TCPD) sur des sujets prescrits. Ces déclarations comprennent des renseignements sur la date et l'objet de la discussion, ainsi que le nom et le titre du TCPD avec lequel la communication a eu lieu. Chaque mois, le Commissariat vérifie l'exactitude d'un échantillon représentant environ 5 % des communications déclarées par les lobbyistes pour le mois précédent en demandant une confirmation écrite aux TCPD concernés.

En 2012-2013, 99 lettres ont été envoyées à des TCPD pour leur demander de vérifier 506 rapports soumis par des déclarants. Pour la vaste majorité des communications vérifiées, les TCPD visés ont indiqué que les renseignements fournis par les lobbyistes étaient corrects. Les répondants ont relevé 28 erreurs au total, dont la plupart étaient des erreurs d'écriture (p. ex. nom d'un TCPD mal orthographié) ou de surdéclaration (p. ex. la personne indiquée dans le rapport mensuel de communication n'était pas un TCPD et la déclaration de la communication n'était donc pas requise par la Loi)¹. Le Commissariat a effectué un suivi auprès des déclarants en ce qui a trait à toutes les erreurs relevées. De plus, mon équipe a effectué une recherche dans le Registre dans les cas où

¹ Les rapports mensuels de communications soumis en avril 2013, dans lesquels sont déclarées les communications orales et organisées qui ont eu lieu en mars 2013, n'ont pas encore été vérifiés. Un échantillon des communications est vérifié mensuellement.



elle a constaté qu'un titulaire d'une charge publique non désigné par la Loi ou le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée était nommé par erreur et a effectué un suivi auprès des autres déclarants qui avaient mentionné de telles personnes dans des rapports mensuels de communications.

EXAMINER LES DEMANDES D'EXEMPTION À L'INTERDICTION QUINQUENNALE D'EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYING

La Loi prévoit une interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying pour les anciens titulaires d'une charge publique désignée. Cette interdiction vise à empêcher d'anciens décideurs fédéraux de haut rang de profiter des avantages et des relations personnelles découlant de la charge qu'ils occupaient au gouvernement à des fins de lobbying. Cependant, la Loi me confère le pouvoir d'exempter les personnes qui font l'objet de cette interdiction si j'estime que cette exemption n'est pas incompatible avec l'objet de la Loi.

Un processus d'examen des demandes d'exemption a été élaboré et mis en œuvre afin que j'obtienne suffisamment d'information avant de déterminer s'il y a lieu ou non d'accorder une exemption. Bien que la Loi ne l'exige pas, j'ai décidé, par mesure d'équité procédurale, d'accorder au requérant la possibilité de donner son point de vue quant à mon intention d'accorder ou de refuser une demande d'exemption avant de rendre ma décision définitive.

Depuis ma nomination au poste de commissaire, sur un total de 22 examens effectués, j'ai accordé neuf exemptions. Six demandes ont été retirées, et trois ont été jugées inadmissibles à une exemption, soit parce que l'interdiction d'après mandat applicable ne faisait


pas partie de la Loi, soit parce qu'ils n'avaient cessé d'être un TCPD au moment de la demande.

La Loi énonce les circonstances ou les facteurs dont je peux tenir compte afin de décider s'il y a lieu ou non d'accorder une exemption à l'interdiction quinquennale, par exemple :

- l'ancien TCPD a occupé sa charge pendant une courte période;
- il a occupé cette charge à titre intérimaire;
- il a occupé cette charge à titre de participant à un programme d'emploi étudiant; ou
- ses fonctions étaient purement administratives.

En 2012-2013, j'ai reçu neuf nouvelles demandes d'exemption de l'interdiction quinquennale, ce qui représente le plus grand nombre en une année depuis l'entrée en vigueur de la Loi. Deux examens étaient en cours au début de l'exercice. Sept examens ont été complétés cette année, et une demande a été retirée par le requérant. J'ai rejeté trois demandes parce que les requérants n'étaient pas en mesure de démontrer que leur poste à titre de TCPD répondait aux critères d'exemption énoncés dans la Loi.

Quatre exemptions ont été accordées en 2012-2013, dont deux à des personnes qui avaient occupé une charge publique désignée à titre de participants à un programme d'emploi étudiant et dont les fonctions étaient purement administratives ou de courte durée. Une autre a été accordée à une personne qui avait été employée à titre d'adjoint spécial au sein du Cabinet du premier ministre pendant une courte période, et une exemption a été accordée à une personne dont les fonctions à titre de TCPD étaient de nature purement administrative. Comme l'exige la Loi, toutes les exemptions ont été rendues publiques sur le site Web du Commissariat. Au 31 mars 2013, trois examens de demandes d'exemption étaient en cours.

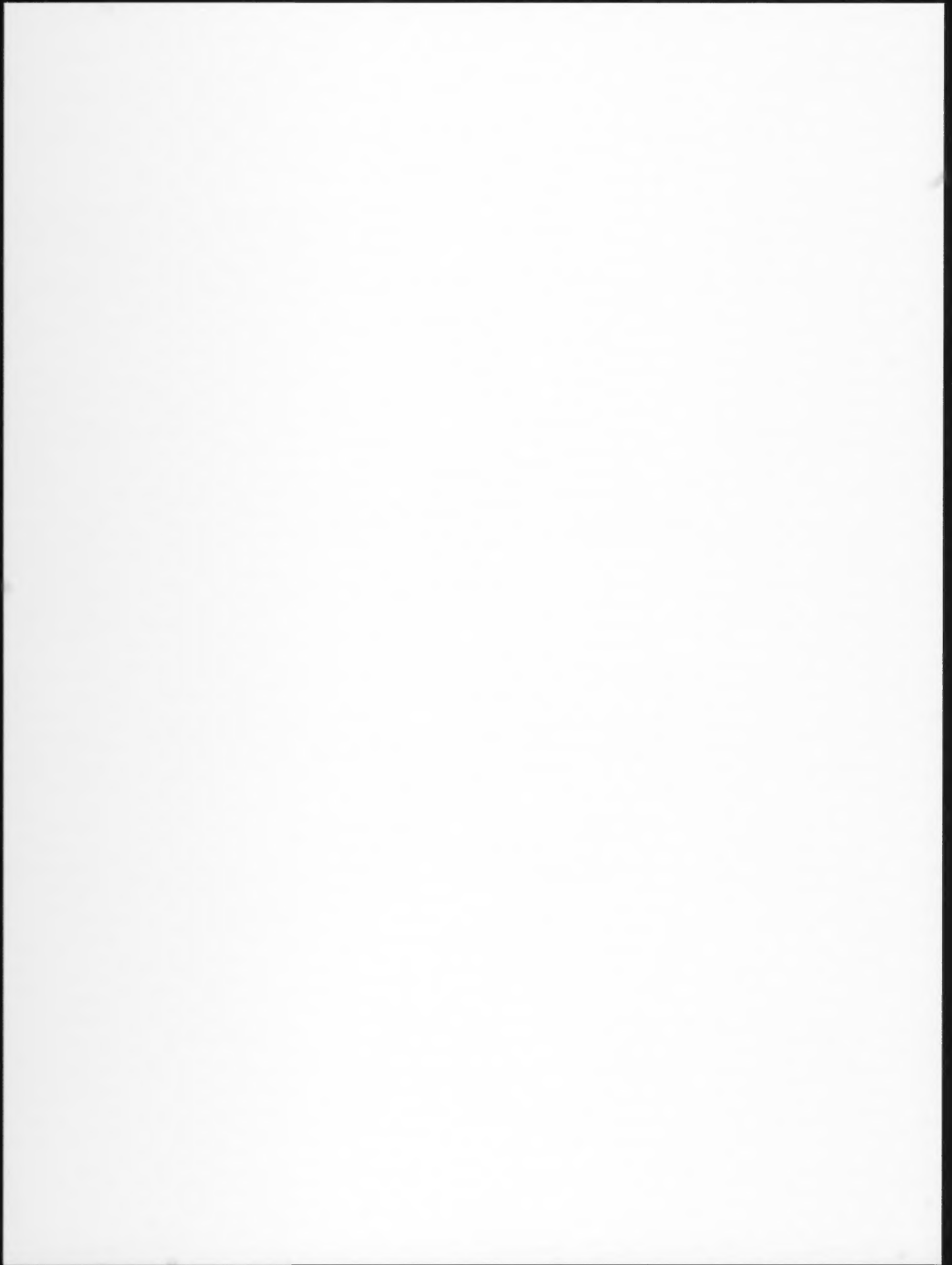


Je crois que davantage de demandes ont reçu une réponse favorable au cours de la dernière année en raison d'une meilleure connaissance des critères d'exemption énoncés dans la Loi. J'ai reçu moins de demandes d'anciens TCPD dont les fonctions étaient telles que l'octroi d'une exemption aurait été incompatible avec l'objet de la Loi.

Normes de service en matière d'examen des demandes d'exemption

Des normes de service s'appliquent à certaines parties du processus d'examen des demandes d'exemption. Elles peuvent être consultées sur le site Web du Commissariat.

Cette année, tous les examens de demandes d'exemption ont été réalisés conformément aux normes de service établies.



RAPPORT DE LA COMMISSAIRE LES ACTIVITÉS DE CINQ LOBBYISTES EN LIEN AVEC UN RAPPORT PARLEMENTAIRE CONFIDENTIEL

Pour la première fois, j'utilise mon rapport annuel pour traiter d'une affaire sur laquelle je me suis penchée, mais qui n'a fait l'objet d'aucun rapport auparavant. Cette affaire concerne la divulgation par Russell Ulyatt, un adjoint de direction de M^{me} Kelly Block (députée, Saskatoon – Rosetown – Biggar), de l'ébauche d'un rapport confidentiel du Comité permanent des finances de la Chambre des communes (FINA). Cette divulgation, qui a eu lieu le 18 novembre 2010, a attiré l'attention du public, et le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (PROC) a tenu des audiences à ce sujet en décembre 2010 et en février 2011. Je me suis penchée sur cette affaire parce que la divulgation par M. Ulyatt visait plusieurs lobbyistes enregistrés, lesquels étaient donc tenus d'observer le *Code de déontologie des lobbyistes* (le Code).

Le 14 décembre 2010, pendant mon témoignage devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes (ÉTHI), on m'a demandé si j'étudiais le comportement des lobbyistes qui avaient reçu l'ébauche du rapport confidentiel de M. Ulyatt, et j'ai répondu par l'affirmative. Après avoir réfléchi à quel serait le meilleur véhicule pour communiquer mes conclusions à ce sujet, j'ai décidé de me servir de mon rapport annuel plutôt que d'un rapport d'enquête compte tenu de l'importance du dossier et afin de pouvoir fournir aux lobbyistes des renseignements pouvant les aider à se conformer au *Code de déontologie des lobbyistes*. Ce sommaire conclut mon étude de ce cas.

La divulgation

Le 18 novembre 2010, M. Ulyatt a envoyé une copie de l'ébauche du rapport confidentiel du FINA à cinq individus. J'ai pris connaissance de cette affaire en raison de la couverture médiatique de la fuite alléguée de renseignements confidentiels. Les médias ont rapporté que des gens enregistrés comme lobbyistes

avaient été identifiés comme étant les personnes ayant reçu une copie du rapport en question. J'ai ouvert un examen administratif afin de déterminer : la nature du rapport qui avait été distribué; les gestes posés par les lobbyistes ayant reçu le rapport; et si certains de ces gestes constituaient une infraction au *Code de déontologie des lobbyistes*.

Mon mandat

La Loi sur le lobbying (la Loi) me confère le mandat de faire enquête si j'ai des raisons de croire qu'il est nécessaire de le faire pour assurer la conformité à la Loi ou au Code. Suite à un examen administratif, j'ai décidé d'ouvrir des enquêtes concernant les activités de trois des cinq lobbyistes ayant reçu une copie de l'ébauche du rapport confidentiel du FINA.

La question du privilège parlementaire

Les circonstances de cette affaire sont inhabituelles, étant donné que l'information initiale concernant la divulgation du rapport confidentiel est devenue publique au Parlement. La question du privilège parlementaire a été soulevée à la suite de la fuite de l'ébauche du rapport confidentiel du FINA. Par conséquent, je suis d'avis qu'il est important d'expliquer que je me suis penchée sur cette question et que le Commissariat a mené son enquête en respectant ce privilège.

Le privilège parlementaire remonte à une lointaine époque. Il tire son origine de l'article 9 de la déclaration anglaise des droits (*English Bill of Rights*) de 1689, qui prévoit que la liberté de parole et les débats ou les délibérations du Parlement ne doivent être contestés ou mis en doute devant aucun tribunal ni en aucun autre lieu que le Parlement.

La nature et la portée de ce privilège ont récemment été examinées au Canada. Lors de la Commission d'enquête

sur le programme de commandites et les activités publicitaires, le juge Gomery a décidé de respecter les privilèges du Parlement et a statué qu'« [...] il est interdit aux avocats de poser [...] des questions quelconques fondées sur une déclaration apparemment contradictoire [...] faite devant le Comité des comptes publics de la Chambre des communes. »²

Dans deux décisions distinctes, la Cour fédérale du Canada a confirmé la validité du privilège parlementaire dans le contexte d'une enquête menée en vertu de la Loi sur les enquêtes de même que dans celui de la réalisation d'enquêtes par un corps policier³. Le commissaire au lobbying exerce ses activités en vertu de la Loi sur le lobbying, remplit le mandat que lui confère cette loi, agit à titre d'agent du Parlement et relève directement du Parlement. Par conséquent, je dois rendre des comptes directement au Parlement, et non au gouvernement comme le fait une commission d'enquête.

Après m'être penchée sur cette question et avoir sollicité des conseils juridiques, mon approche quant au privilège parlementaire est la suivante : j'ai le droit de connaître l'information qui est du domaine public, mais les renseignements fournis dans le cadre d'un comité parlementaire conservent leur privilège parlementaire. Autrement dit, cela signifie que je peux décider de me pencher sur une affaire en me fondant en partie sur les renseignements portés à la connaissance du public devant le Parlement, mais que je ne peux pas utiliser de l'information protégé par le privilège parlementaire pour conclure si une infraction au Code a été commise ou non. Par conséquent, mes examens administratifs et mes enquêtes ne s'appuient pas sur des renseignements obtenus par un comité parlementaire, mais plutôt sur des renseignements recueillis par le Commissariat au moyen de sa

procédure habituelle d'enquête, qui prévoit notamment la réalisation d'entrevues et l'analyse de l'information recueillie. Le présent cas ne fait pas exception.

Les faits

Le geste posé par M. Ullyatt le 18 novembre 2010 – l'envoi d'une copie de l'ébauche d'un rapport confidentiel du FINA à cinq lobbyistes enregistrés – a rapidement éclaté au grand jour. La députée pour laquelle il travaillait, M^{me} Kelly Block, en a promptement été informée et elle a congédié M. Ullyatt le jour suivant. Le 22 novembre 2010, M^{me} Block s'est excusée à la Chambre des communes pour la diffusion de l'ébauche du rapport du FINA, et l'affaire est devenue de notoriété publique à ce moment-là.

Les cinq lobbyistes en question étaient :

- M. Clarke Cross;
- M. Timothy Egan;
- M. Andy Gibbons;
- M^{me} Lynne Hamilton;
- M. Howard Mains.

L'ébauche du rapport confidentiel du FINA a été envoyée par M. Ullyatt aux lobbyistes sans qu'ils l'aient sollicitée, et tous ont réagi différemment à la divulgation. Ils ont comparu devant le PROC le 14 décembre 2010, puis des enquêteurs du Commissariat ont réalisé des entrevues avec chacun d'entre eux de même qu'avec d'autres personnes détenant des informations au sujet de l'affaire afin d'obtenir de manière indépendante des renseignements concernant les circonstances de chaque cas.

²Décision concernant l'immunité parlementaire prise par monsieur le juge Gomery lors de la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires, 22 novembre 2004.

³Gagliano c. Canada (Procureur général (C.F.)) [2005] 3 R.C.F. 555; Barbara George c. Procureur général du Canada, 2007 CF 564.

M. Cross a reçu l'ébauche du rapport confidentiel du FINA, et il a déclaré ne pas l'avoir distribuée et avoir détruit la copie qu'il a reçue en la supprimant. Toutefois, il a envoyé à un client un résumé d'une partie du rapport même si le rapport portait la mention « Confidentiel ».

M. Igan a déclaré que la copie de l'ébauche du rapport confidentiel qui lui avait été envoyée par M. Ulyatt avait été captée par le filtre antipourriel du fournisseur de services Internet de son employeur, et qu'il ne l'avait donc en fait jamais reçue.

M. Gibbons a reçu l'ébauche du rapport confidentiel. Il a déclaré ne pas l'avoir distribuée et avoir détruit la copie qu'il avait reçue en la supprimant. Cependant, il a en fait distribué à un client un paragraphe de l'ébauche du rapport du FINA même si le rapport portait la mention « Confidentiel », parce qu'il croyait, selon ses dires, qu'il s'agissait seulement d'un résumé du témoignage public livré au Comité.

M^{me} Hamilton a déclaré avoir reçu une copie de l'ébauche du rapport confidentiel, mais ne pas l'avoir distribuée et ne pas s'être rendu compte de sa nature confidentielle. Après enquête, aucune preuve n'a permis de conclure que M^{me} Hamilton avait distribué le rapport.

M. Mains a déclaré avoir détruit la copie de l'ébauche du rapport confidentiel qu'il a reçue en la supprimant.

Le Code de déontologie des lobbyistes

Lorsque je mène une enquête ou un examen administratif en lien avec le Code, j'ai comme pratique d'analyser les actions de chaque lobbyiste mis en cause à la lumière des principes énoncés dans le Code – intégrité et honnêteté, franchise et professionnalisme.

Qui plus est, les actions des lobbyistes doivent être analysées en fonction des huit règles énoncées dans le Code qui régissent le comportement des lobbyistes. Dans cette affaire, j'ai centré mon analyse de chaque cas sur les principes contenus dans le Code, la Règle 4 (Renseignements confidentiels) et la Règle 8 (Influence répréhensible).

Lors d'un examen administratif ou d'une enquête en lien avec la Loi sur le lobbying ou le Code de déontologie des lobbyistes, le Commissariat tient compte de la nature de l'infraction ou de l'omission alléguée, et de toute preuve de négligence ou d'inconduite volontaire de la personne visée. Mon équipe analyse ces deux éléments et recommande des mesures de conformité appropriées selon la connaissance, la faute et l'intention du sujet. J'ouvre une enquête lorsque j'ai des motifs de croire qu'une telle mesure est nécessaire pour assurer la conformité à la Loi ou au Code.

Au fil des examens administratifs et des enquêtes en lien avec cette affaire, il est clairement apparu que la Règle 4 du Code ne pouvait s'appliquer aux circonstances factuelles particulières de cette affaire. La Règle 4 se lit comme suit :

4. Les lobbyistes ne doivent pas divulguer de renseignements confidentiels, à moins d'avoir obtenu le consentement éclairé de leur client, de leur employeur ou de leur organisation, ou que la loi ne l'exige.

L'information confidentielle que chaque lobbyiste a obtenue à la suite de la divulgation de M. Ulliyatt était la propriété du Parlement, et non celle de leur client, employeur ou organisation. Par conséquent, je suis arrivée à la conclusion que la Règle 4 n'est pas adaptée au cas en l'espèce.

J'ai également pris en considération la Règle 8 du Code, qui se lit comme suit :

8. Les lobbyistes doivent éviter de placer les titulaires d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts en proposant ou en prenant toute action qui constituerait une influence répréhensible sur ces titulaires.

La Règle 8 du Code a fait l'objet d'une décision de la Cour d'appel fédérale en 2009⁴. J'ai fourni aux lobbyistes une directive sur l'application de la Règle 8, qui est publiée sur le site Web du Commissariat. Je leur ai ainsi fourni des renseignements additionnels leur permettant d'évaluer leurs activités pour déterminer s'ils sont susceptibles de placer des titulaires d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou apparent.

Dans toutes les situations, je suis d'avis que les lobbyistes devraient se conduire de manière à respecter non seulement les règles, mais aussi les principes énoncés dans le Code.

Ma décision de cesser les enquêtes

M. Ulliyatt a décidé, de son propre chef, de distribuer l'ébauche du rapport à cinq personnes, lesquelles étaient toutes enregistrées comme lobbyistes, même si le rapport du FINA portait clairement la mention

« Confidentiel » puisqu'il émanait du comité FINA. Les cinq lobbyistes avaient des interactions sociales et professionnelles plus ou moins étroites avec M. Ulliyatt, mais ils avaient tous un élément en commun : M. Ulliyatt avait discuté avec chacun de ces cinq lobbyistes, à divers degrés, de son intérêt à se lancer dans une carrière en relations gouvernementales. Tous l'ont aidé et encouragé. Par contre, mon équipe a déterminé qu'aucun ne lui avait offert un poste, peu importe comment M. Ulliyatt ait pu interpréter leur aide et leur encouragement. Selon moi, M. Ulliyatt a eu l'impression qu'il était pressenti, ou pourrait l'être plus tard, comme candidat pour un poste dans le domaine des relations gouvernementales. Je crois que son interprétation a influencé sa décision de divulguer l'ébauche du rapport confidentiel aux cinq lobbyistes.

Cette affaire ne porte sur aucune activité politique. Cela dit, je crois que la directive que j'ai fournie aux lobbyistes en ce qui concerne l'application de la Règle 8 du Code constitue un cadre utile pour examiner les actions d'un lobbyiste en lien avec ses interactions avec des titulaires d'une charge publique.

J'ai déclaré ce qui suit :

La détermination de ce qui constitue un conflit d'intérêts demeure, dans chaque cas, une question de fait. Les lobbyistes devraient s'assurer que leur participation à des activités politiques ne crée pas de tension entre le devoir qu'a le titulaire d'une charge publique de protéger et de servir l'intérêt public et les obligations et intérêts personnels de ce dernier.

— Avis du commissaire sur l'application de la Règle 8 aux lobbyistes qui prennent part à des activités politiques

⁴ *Démocratie en surveillance c. Campbell et le procureur général du Canada (Bureau du directeur des lobbyistes)*, 2009 CAF 79.

Qui plus est :

J'ai conclu que le risque de créer l'apparence d'un conflit d'intérêts est proportionnel à la mesure dans laquelle les actions d'un lobbyiste servent les intérêts personnels d'un titulaire d'une charge publique, et la mesure dans laquelle ce lobbyiste pourrait interagir avec ledit titulaire d'une charge publique (ou, dans le cas d'un ministre ou d'un ministre d'État, avec le ministère ou l'organisme dont ce dernier est responsable) dans le cadre de son emploi ou d'un engagement.

— Clarifications concernant les activités politiques dans le contexte de la Règle 8

Les lobbyistes qui encouragent des titulaires d'une charge publique dans leur recherche de contrats ou d'emplois à l'extérieur du gouvernement servent les intérêts personnels de ces derniers. Comme pour les activités politiques, le risque de créer l'apparence d'un conflit d'intérêts est proportionnel à la mesure dans laquelle les actions d'un lobbyiste servent les intérêts personnels d'un titulaire d'une charge publique et la mesure dans laquelle ce lobbyiste pourrait interagir avec ledit titulaire d'une charge publique dans le cadre de son emploi ou d'un engagement.

Le paragraphe 10.4 (1.1) de la Loi me confère le pouvoir de refuser d'enquêter ou de poursuivre une enquête si l'affaire visée peut avantageusement être traitée d'une autre manière. J'ai décidé de mettre fin à mes examens administratifs et à mes enquêtes relativement à chacun de ces cinq lobbyistes pour plusieurs motifs. Tout d'abord, j'ai déterminé que l'examen de cette affaire par des comités parlementaires avait adéquatement exposé les circonstances de la fuite de l'ébauche du rapport confidentiel. De plus, je n'ai rien constaté qui me permette de conclure que l'un ou

l'autre des cinq lobbyistes avait sollicité le document que leur a divulgué M. Ulyatt. Tous les lobbyistes en question avaient de bons antécédents de conformité en matière d'enregistrement auprès du Commissariat. Enfin, comme je l'ai déjà mentionné, j'ai déterminé que le Code dans sa forme actuelle n'était pas adapté aux circonstances particulières de cette affaire et qu'un rapport d'enquête n'était pas la mesure appropriée en raison de la nature inhabituelle de la situation et de l'absence de précédents.

Conclusion

Cette affaire met en lumière l'importance d'inciter les lobbyistes à la prudence. Tout particulièrement, je souhaite leur rappeler qu'ils doivent faire attention de ne pas donner l'impression que les titulaires d'une charge publique avec qui ils interagissent professionnellement pourraient avoir de meilleures chances d'obtenir un emploi dans le secteur privé en leur fournissant des renseignements qu'ils ne seraient pas en mesure d'obtenir autrement. C'est également vrai dans les situations où des titulaires d'une charge publique accordent aux lobbyistes un accès à des titulaires d'une charge publique désignée qu'ils ne pourraient pas obtenir autrement. Les lobbyistes devraient chercher à éviter de donner l'impression que les faveurs accordées par les titulaires d'une charge publique serviraient les intérêts personnels de ces derniers au détriment de l'intérêt public.

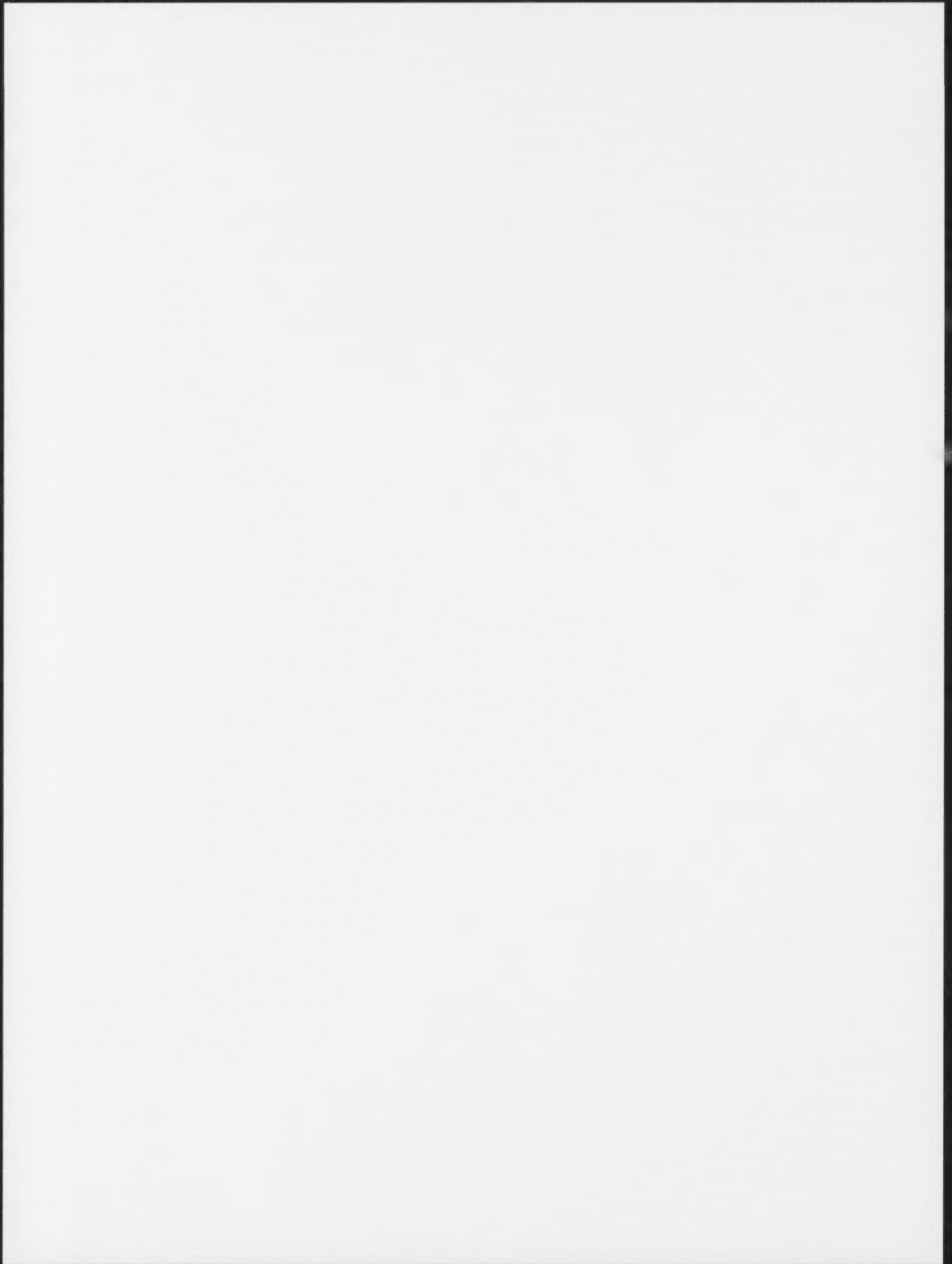
Je souhaite également profiter de cette occasion pour indiquer que je me suis penchée sur l'état du Code au cours de la dernière année. Cette affaire a montré qu'il y a peut-être certains points à améliorer. En 2013-2014, je compte consulter les personnes et les organisations intéressées à un examen du Code.

Pour résumer, je souhaite réitérer les points suivants :

- Je respecte le privilège parlementaire. Il se peut que je prenne connaissance de renseignements du domaine public qui émanent du Parlement. Même si je décidais de me pencher sur une affaire en me fondant en partie sur des renseignements rendus publics au Parlement, je suis d'avis que la portée du privilège parlementaire est telle que je ne peux pas utiliser ces renseignements pour déterminer si une infraction au Code a été commise.
- La Règle 8 du Code ne vise pas seulement les activités politiques des lobbyistes. Elle a pour objet de prévenir que les titulaires d'une charge publique soient placés en situation de conflit d'intérêts en raison des agissements des lobbyistes.
- Certaines activités, comme discuter d'occasions d'emploi avec des titulaires d'une charge publique (TCP) ou encourager des TCP à obtenir des contrats ou un emploi à l'extérieur du gouvernement, pourraient servir les intérêts personnels de ces derniers et les placer en situation de conflit d'intérêts. Pour les lobbyistes qui font du lobbying auprès de ces titulaires d'une charge publique, de telles activités pourraient constituer une infraction à la Règle 8 du Code de déontologie des lobbyistes.

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

Code	Code de déontologie des lobbyistes
Commissariat	Commissariat au lobbying
ETHI	Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes
FINA	Comité permanent des finances de la Chambre des communes
GRC	Gendarmerie royale du Canada
Loi	Loi sur le lobbying
PROC	Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre
Registre	Registre des lobbyistes
SEL	Système d'enregistrement des lobbyistes
TCP	Titulaire d'une charge publique
TCPD	Titulaire d'une charge publique désignée



ANNEXE B

AU SUJET DU COMMISSARIAT

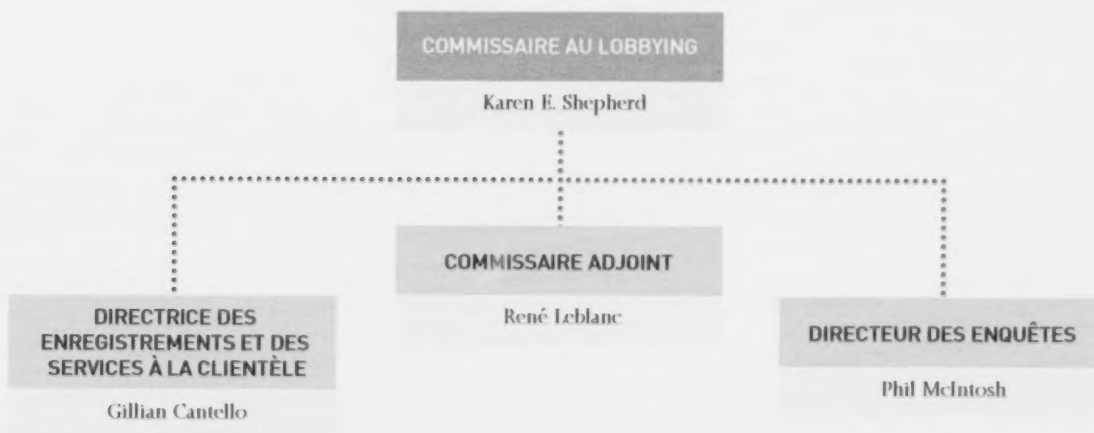
Qui nous sommes

La commissaire au lobbying est un agent indépendant du Parlement, dont la nomination pour un mandat de sept ans est approuvée par résolution des deux chambres du Parlement conformément à la *Loi sur le lobbying* (la *Loi*). La *Loi* a pour objet d'assurer la transparence et l'obligation de rendre compte des activités de lobbying effectuées auprès des titulaires d'une charge publique, afin de contribuer à inspirer confiance à l'égard de l'intégrité du processus décisionnel du gouvernement. La commissaire applique la *Loi* en :

- gérant le Registre des lobbyistes, qui contient et rend publics les renseignements divulgués par les lobbyistes;

- élaborant et mettant en œuvre des programmes de sensibilisation du public aux exigences de la *Loi*;
- menant des examens et des enquêtes pour assurer la conformité à la *Loi* et au *Code de déontologie des lobbyistes* (le *Code*).

La commissaire est appuyée dans son travail par le Commissariat au lobbying, établi en 2008. Elle présente chaque année un rapport au Parlement portant sur l'application de la *Loi* et du *Code*. Elle est aussi tenue de présenter des rapports sur toutes les enquêtes effectuées relativement au *Code*.



Notre organisation

Le Commissariat dispose de 28 employés à temps plein lorsque son effectif est complet et d'un budget global d'environ 4,4 millions de dollars. Il est formé de quatre groupes :

- **Le Bureau de la commissaire**, qui regroupe la commissaire, un avocat conseil principal, la dirigeante principale des finances, une conseillère principale et une adjointe administrative. La commissaire occupe le rang et est investie des pouvoirs d'un administrateur général de ministère fédéral.
- **Le Bureau du commissaire adjoint**, qui s'occupe de tous les services internes, à savoir la planification intégrée stratégique et opérationnelle, la gestion des ressources financières et humaines, la technologie de l'information, les politiques stratégiques, la prestation de conseils sur les communications internes et externes, la sécurité, la gestion des installations et la santé et sécurité au travail. Le commissaire adjoint est également chargé de la coordination et de la prestation de toutes les activités de sensibilisation.
- **La Direction des enregistrements et des services à la clientèle**, chargée du développement et de la gestion du Système d'enregistrement des lobbyistes (SEL), lequel permet aux lobbyistes de déclarer leurs activités de lobbying et de procéder à des opérations telles que des modifications, des renouvellements et des résiliations de leurs enregistrements. Ce groupe prête assistance aux déclarants, aux titulaires d'une charge publique et au grand public en ce qui a trait à l'utilisation du SEL et à la consultation du Registre.
- **La Direction des enquêtes**, chargée d'appuyer la commissaire dans son mandat d'assurer la conformité à la Loi et au Code. La Direction surveille les activités de lobbying, vérifie l'exactitude des rapports mensuels de communications des lobbyistes, et réalise des examens et des enquêtes sur les allégations de non-conformité. Elle examine également les demandes d'exemption de l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying présentées par les anciens titulaires d'une charge publique désignée.

Ce que nous faisons

GESTION DU REGISTRE

Le Commissariat veille à ce que le Système d'enregistrement des lobbyistes soit facile à utiliser par les lobbyistes au moment de déclarer leurs activités de lobbying et, dans cette optique, des améliorations sont continuellement apportées au système. En outre, des systèmes et des processus sont en place pour réduire au strict minimum les interruptions et les temps d'arrêt. Les Canadiens peuvent ainsi accéder au Registre des lobbyistes 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

PRESTATION D'ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION

Le Commissariat mène diverses activités pour s'assurer que les titulaires d'une charge publique, les lobbyistes, leurs clients ainsi que les Canadiens sont au courant des exigences de la Loi. Il axe stratégiquement ses efforts sur des activités clés afin de joindre les intervenants de la manière la plus économique possible.

EXAMENS ET ENQUÊTES

Le Commissariat s'efforce de veiller à ce que tous les lobbyistes se conforment à la Loi sur le lobbying et au Code de déontologie des lobbyistes. Des examens administratifs et des enquêtes sont menés pour examiner chaque infraction présumée à la Loi et au Code. Des processus rigoureux de surveillance et de vérification contribuent également à la conformité.

ANNEXE C

OBJET ET DESCRIPTION DE LA LOI SUR LE LOBBYING

La Loi sur le lobbying (la Loi) stipule que les particuliers qui sont rémunérés pour communiquer avec des titulaires d'une charge publique (TCP) sur certains sujets par ailleurs décrits dans la Loi doivent être enregistrés. Le terme « titulaire d'une charge publique », au sens de la Loi, s'applique à pratiquement toutes les personnes qui ont été nommées ou élues à un poste au sein du gouvernement du Canada, y compris les sénateurs, les députés et les membres de leur personnel, les cadres et les employés des ministères et organismes fédéraux, les membres des Forces armées canadiennes et les membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Dans le préambule de la Loi sont énoncés les quatre principes qui sous-tendent l'enregistrement des lobbyistes :

- la liberté d'accès aux institutions de l'État présente un intérêt public;
- le lobbying auprès des titulaires d'une charge publique est une activité légitime;
- il est opportun d'accorder aux titulaires d'une charge publique et au public la possibilité de savoir qui se livre à des activités de lobbying;
- l'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à cette liberté d'accès.

Toute personne communiquant moyennant paiement avec des titulaires d'une charge publique fédérale relativement à l'un des objets suivants doit être enregistrée :

- l'élaboration, la prise ou la modification de propositions législatives, de projets de loi ou de résolutions, de règlements, de politiques ou de programmes fédéraux;

- l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par le gouvernement fédéral;
- dans le cas des lobbyistes-conseils, l'obtention d'un contrat fédéral et l'organisation d'une rencontre entre leur client et un TCP.

La Loi établit les trois catégories de lobbyistes suivantes :

LOBBYISTES-CONSEILS

Les lobbyistes-conseils sont des personnes qui, contre rémunération, font du lobbying pour des clients. Les lobbyistes-conseils sont généralement des conseillers en relations gouvernementales, des avocats, des comptables ou d'autres experts-conseils qui offrent des services de lobbying à leurs clients. Ils doivent procéder à un enregistrement pour chacun des engagements qu'ils acceptent (c. à d. un par client).

LOBBYISTES SALARIÉS (ENTREPRISES)

Les lobbyistes salariés (entreprises) sont employés par une entreprise (personne morale) qui exerce des activités commerciales dans le but d'en tirer un avantage financier. À titre de déclarant, le plus haut dirigeant rémunéré doit enregistrer l'entreprise si le total des activités de lobbying de tous les employés représente une partie importante des fonctions d'un employé à temps plein (ou équivalent). L'enregistrement doit contenir le nom de tous les cadres dirigeants qui exercent des activités de lobbying, ainsi que le nom de tout employé (premier dirigeant ou autre) qui consacre une partie importante de ses fonctions à des activités de lobbying.

LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

Les lobbyistes salariés (organisations) sont les employés d'organisations sans but lucratif, comme les associations, les organisations caritatives ou les fondations, y compris les sociétés sans but lucratif. À titre de déclarant, le plus haut dirigeant rémunéré de l'organisation en question doit déclarer le nom de tous les employés qui se livrent à des activités de lobbying lorsque le total des activités de lobbying de tous ces employés représente une partie importante des fonctions d'un employé à temps plein (ou équivalent).

EXIGENCES EN MATIÈRE DE DÉCLARATION

Tous les lobbyistes sont tenus de déclarer certains renseignements dans les délais prescrits par la Loi. Ils doivent indiquer notamment :

- le nom de leur client ou de leur employeur (qu'il s'agisse d'une société ou d'une organisation);
- le nom de la société mère ou des filiales qui pourraient bénéficier des activités de lobbying;
- le nom des organisations membres d'une coalition;
- les sujets précis de leurs activités de lobbying;
- le nom des ministères ou organismes fédéraux avec lesquels ils communiquent;
- la source et le montant de tout financement public reçu d'un gouvernement;
- les moyens de communication utilisés, par exemple les rencontres, les appels téléphoniques ou le lobbying populaire.

Malgré de légères différences au chapitre de leurs exigences en matière de déclaration, les entreprises et les organisations doivent également présenter une description générale de leurs activités, commerciales ou autres.

Règlements

La Loi autorise le gouverneur en conseil à adopter des règlements sur la présentation des déclarations et d'autres exigences de la Loi en lien avec l'enregistrement et les divers aspects du régime d'enregistrement des lobbyistes.

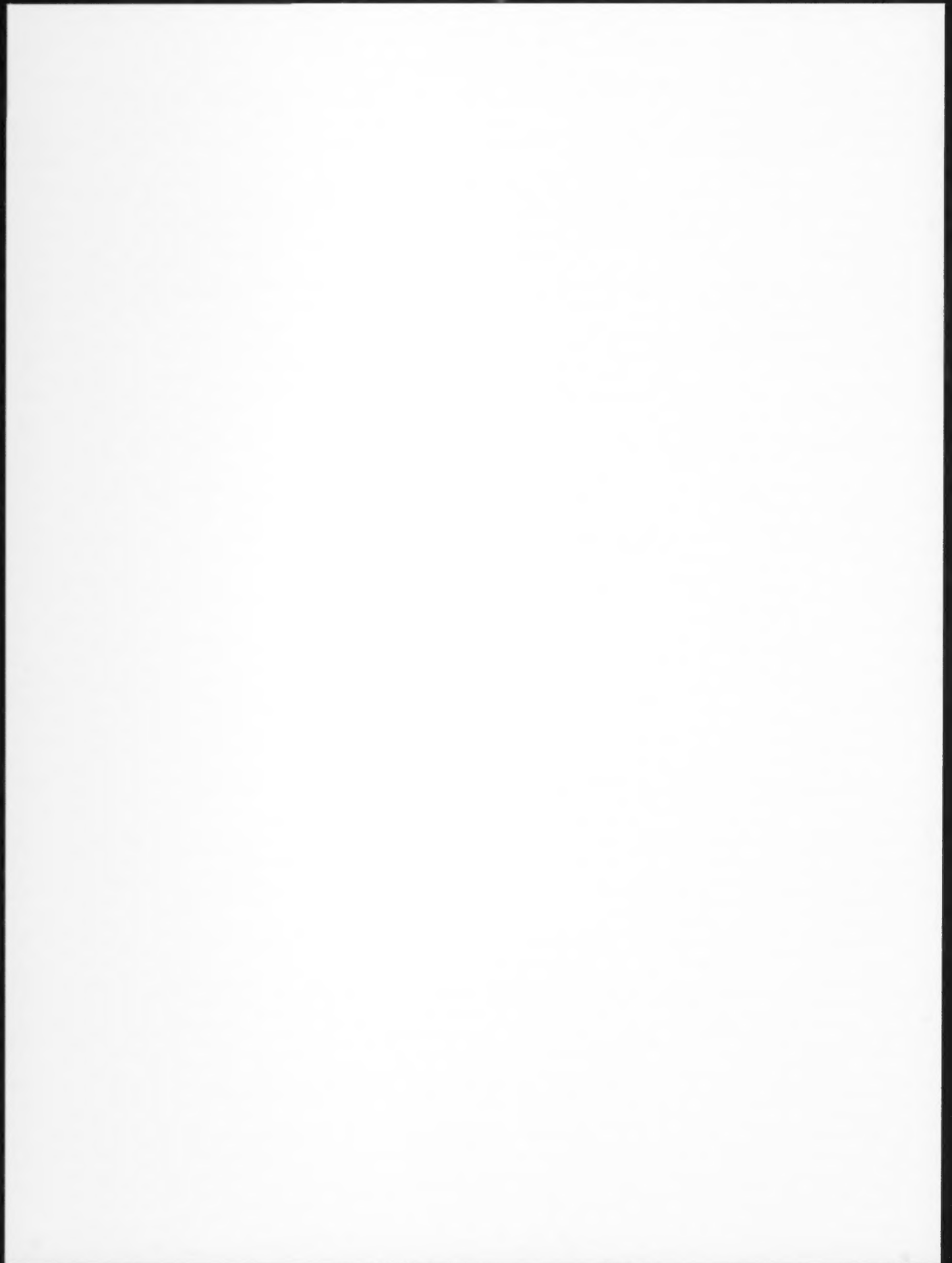
Le Règlement sur l'enregistrement des lobbyistes (le Règlement) décrit la procédure à suivre par les lobbyistes pour la production des déclarations requises en vertu de la Loi. Ces déclarations comprennent des renseignements sur leurs activités de lobbying. De plus, le Règlement indique les renseignements additionnels à fournir dans les déclarations, en plus de ceux exigés expressément par la Loi. Le Règlement indique également le délai de réponse à une demande de correction ou de clarification des renseignements fournis dans les déclarations. Le Règlement précise enfin le type de communication devant faire l'objet de rapports mensuels de communication. Le Système d'enregistrement des lobbyistes respecte les modalités d'enregistrement énoncées dans le Règlement.

La Loi définit les « titulaires d'une charge publique désignée » de manière à inclure les ministres, les ministres d'État et le personnel des ministres, les administrateurs généraux, les sous ministres délégués et les sous ministres adjoints ainsi que les personnes occupant des postes de rang comparable au sein de la fonction publique. En vigueur depuis le 2 juillet 2008, le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée cite divers postes au sein des Forces canadiennes et du Bureau du Conseil privé, de même que le poste de contrôleur général du Canada, de sorte que les personnes qui les occupent font partie des « titulaires d'une charge publique désignée » en vertu de la Loi. Onze postes ou catégories de postes sont ainsi désignés :

- chef d'état major de la Défense;
- vice chef d'état major de la Défense;
- chef d'état major de la Force maritime;
- chef d'état major de l'Armée de terre;
- chef d'état major de la Force aérienne;
- chef du personnel militaire;
- juge avocat général;
- tout poste de conseiller supérieur auprès du Bureau du Conseil privé dont le titulaire a été nommé par le gouverneur en conseil;
- sous ministre (Affaires intergouvernementales) au Bureau du Conseil privé;
- contrôleur général du Canada;
- tout poste dont le titulaire a été nommé en vertu des alinéas 127.1 (1) a) ou b) de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.

Le 20 septembre 2010, le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée a été modifié de façon à inclure trois autres types de poste à la catégorie des titulaires d'une charge publique désignée :

- tout poste de député;
- tout poste de sénateur;
- tout poste au sein du bureau du chef de l'Opposition à la Chambre des communes ou à celui du leader de l'Opposition au Sénat occupé par un membre du personnel nommé en vertu du paragraphe 128(1) de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.



ANNEXE D

CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES

En vertu de la Loi sur le lobbying (la Loi), il incombe à la commissaire au lobbying d'élaborer un code de déontologie pour les lobbyistes. L'actuel Code de déontologie des lobbyistes (le Code) est le fruit de consultations poussées auprès d'un grand nombre de personnes et d'organisations intéressées à favoriser la confiance du public en l'intégrité du processus décisionnel de l'État. Le Code, entré en vigueur le 1^{er} mars 1997, n'est pas un texte réglementaire, mais la commissaire est chargée de son application.

Le Code vise à rassurer le public canadien au sujet des normes d'éthique élevées que les lobbyistes sont tenus de respecter, de façon à préserver et à faire croître la confiance du public dans l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité du processus décisionnel du gouvernement. Il complète à cet égard les exigences en matière de divulgation et d'enregistrement de la Loi.

Le Code est basé sur les quatre principes fondamentaux énoncés dans la Loi :

- la liberté d'accès aux institutions de l'État présente un intérêt public;
- le lobbying auprès des titulaires d'une charge publique est une activité légitime;
- il est opportun d'accorder aux titulaires d'une charge publique et au public la possibilité de savoir qui se livre à des activités de lobbying;
- l'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à cette liberté d'accès.

Le Code repose sur trois principes absolus assortis de huit règles spécifiques.

Principes

INTÉGRITÉ ET HONNÊTÉTÉ

Les lobbyistes devraient faire preuve d'intégrité et d'honnêteté dans toutes leurs relations avec les titulaires d'une charge publique, les clients, les employeurs, le public et les autres lobbyistes.

FRANCHISE

En tout temps, les lobbyistes devraient faire preuve de transparence et de franchise au sujet de leurs activités de lobbying et ce, tout en respectant la confidentialité.

PROFESSIONNALISME

Les lobbyistes devraient observer les normes professionnelles et déontologiques les plus strictes. Plus particulièrement, ils sont tenus de se conformer sans réserve tant à la lettre qu'à l'esprit du Code, de même qu'à toutes les lois pertinentes, dont la Loi et son règlement d'application.

Règles

TRANSPARENCE

1. Identité et objet

Lorsqu'ils font des démarches auprès d'un titulaire d'une charge publique, les lobbyistes doivent révéler l'identité de la personne ou de l'organisation pour laquelle ils font ces démarches ainsi que l'objet de ces dernières.

2. Renseignements exacts

Les lobbyistes doivent fournir des renseignements qui sont exacts et concrets aux titulaires d'une charge publique. En outre, ils ne doivent pas induire sciemment en erreur qui que ce soit, et ils doivent veiller à ne pas le faire par inadvertance.

3. Divulcation des obligations

Les lobbyistes doivent informer leur client, employeur ou organisation des obligations auxquelles ils sont soumis en vertu de la Loi, et du fait qu'il leur faut se conformer au Code.

CONFIDENTIALITÉ

4. Renseignements confidentiels

Les lobbyistes ne doivent pas divulguer de renseignements confidentiels, à moins d'avoir obtenu le consentement éclairé de leur client, de leur employeur ou de leur organisation, ou que la loi ne l'exige.

5. Renseignements d'initiés

Les lobbyistes ne doivent pas se servir des renseignements confidentiels ou d'initiés obtenus dans le cadre de leurs activités de lobbyisme au désavantage de leur client, de leur employeur ou de leur organisation.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

6. Intérêts concurrentiels

Les lobbyistes ne doivent pas représenter des intérêts conflictuels ou concurrentiels sans le consentement éclairé des personnes dont les intérêts sont en cause.

7. Divulcation

Les lobbyistes conseils doivent informer les titulaires d'une charge publique qu'ils ont avisé leurs clients de tout conflit d'intérêts réel, possible ou apparent et ont obtenu le consentement éclairé de chaque client concerné avant d'entreprendre ou de poursuivre l'activité en cause.

8. Influence répréhensible

Les lobbyistes doivent éviter de placer les titulaires d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts en proposant ou en prenant toute action qui constituerait une influence répréhensible sur ces titulaires.

ANNEXE E

AIDE POUR LA FONCTION DE RECHERCHE DE 12 MOIS D'ACTIVITÉS DE LOBBYING

La fonction de recherche de 12 mois d'activités de lobbying vous fournit des sommaires des activités de lobbying qui se sont déroulées à tout moment au cours des 12 derniers mois. Ces sommaires comprennent à la fois des renseignements tirés des enregistrements et des rapports mensuels de communications.

VEUILLEZ NOTER QUE LE CONTENU DU REGISTRE EST DISPONIBLE UNIQUEMENT DANS LA LANGUE DANS LAQUELLE IL A ÉTÉ ENTRÉ PAR L'UTILISATEUR DU SYSTÈME.

Recherche par mots clés

La recherche par mots clés vous permet d'effectuer une recherche en texte intégral dans tous les documents du Registre.

La recherche par mots clés vous permet également de choisir entre trois types d'opérateurs :

1. *Avec tous les mots* : Limite les résultats aux documents contenant tous les mots entrés, quel que soit leur emplacement dans le document.
2. *Avec l'expression exacte* : Limite les résultats aux documents qui contiennent l'expression exacte entrée.
3. *Avec au moins un de ces mots* : Limite les résultats aux documents qui contiennent un ou plusieurs des mots entrés.

Caractère de remplacement : Vous permet de saisir une partie d'un mot ou d'omettre un ou plusieurs mots dans une expression exacte. Voici quelques exemples :

Exemples de mots partiels :

- **Ste***: Trouvera tout document contenant au moins un mot commençant par « Ste » comme Steven, Steve, Stephen, etc.
- ***mobile**: Trouvera tout document contenant au moins un mot se terminant par « mobile » comme automobile, locomobile, etc.

Exemples de mots omis dans une expression :

- **Industrie des * sans fil** : Trouvera tout document contenant l'expression « industrie des <n'importe quel mot> sans fil » comme industrie des téléphones sans fil, industrie des télécommunications sans fil, etc.
- **Industrie des * * sans fil** : Trouvera tout document contenant l'expression « industrie des <n'importe quel mot> <n'importe quel mot> sans fil » comme industrie des services mobiles sans fil, industrie des communications téléphoniques sans fil, etc.

Afficher les sommaires présentement actifs seulement

Si cette case est cochée, les résultats ne comprendront que les activités des entreprises, organisations ou lobbyistes-conseils présentement enregistrés pour faire du lobbying.

QUI FAIT DU LOBBYING?

- **Entreprise, organisation ou client du lobbyiste-conseil** : Cherche dans les noms de clients, d'organisations et d'entreprises ainsi que dans les noms de sociétés mères, de filiales, de membres de coalition et d'autres bénéficiaires dans tous les sommaires de 12 mois d'activités de lobbying. Remarque : Le caractère de remplacement peut être utilisé.

- Nom du lobbyiste ou de l'agent responsable : Cherche dans les noms des lobbyistes conseils (dans les sommaires de 12 mois des lobbyistes conseils), ainsi que dans les noms des agents responsables et des lobbyistes salariés (dans les sommaires de 12 mois des organisations et des entreprises). Remarque : Le caractère de remplacement peut être utilisé.
- Prénom du lobbyiste ou de l'agent responsable : Cherche dans les prénoms des lobbyistes conseils (dans les sommaires de 12 mois des lobbyistes conseils), ainsi que dans les prénoms des agents responsables et des lobbyistes salariés (dans les sommaires de 12 mois des organisations et des entreprises). Remarque : Le caractère de remplacement peut être utilisé.
- Prénom du titulaire d'une charge publique désignée (TCPD) : Cherche dans les prénoms des TCPD indiqués dans les rapports mensuels de communications dans tous les sommaires de 12 mois. Remarque : Le caractère de remplacement peut être utilisé.

QUEL EST L'OBJET DES ACTIVITÉS DE LOBBYING?

- Détails sur l'objet : Cherche dans les détails sur l'objet et les catégories d'objet dans tous les sommaires de 12 mois. Remarque : Le caractère de remplacement peut être utilisé.

QUI FAIT L'OBJET DE LOBBYING?

- Institution gouvernementale fédérale : Cherche l'institution gouvernementale sélectionnée dans tous les sommaires de 12 mois, tant dans les renseignements tirés des enregistrements que dans ceux tirés des rapports mensuels de communications (l'institution gouvernementale du titulaire d'une charge publique désignée qui a participé à la communication).
- Nom du titulaire d'une charge publique désignée (TCPD) : Cherche dans les noms des TCPD indiqués dans les rapports mensuels de communications dans tous les sommaires de 12 mois. Remarque : Le caractère de remplacement peut être utilisé.

ANNEXE F

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

Objet des activités de lobbying

Le tableau suivant présente les 20 sujets qui reviennent le plus souvent dans les enregistrements des lobbyistes. La première colonne chiffrée donne le classement par ordre croissant de l'exercice courant, tandis que les deux autres montrent le classement de ces mêmes sujets des deux exercices précédents. L'information se fonde sur les enregistrements actifs au 31 mars 2013.

OBJET DES ACTIVITÉS DE LOBBYING	2012-2013	2011-2012	2010-2011
Industrie	1	1	1
Impôt et finances	2	2	2
Commerce international	3	4	4
Environnement	4	3	3
Santé	5	5	5
Transports	6	6	7
Sciences et technologie	7	7	6
Questions touchant les consommateurs	8	8	8
Marchés publics	9	11	12
Emploi et formation	10	12	11
Énergie	11	10	10
Agriculture	12	9	9
Infrastructure	13	13	14
Développement régional	14	15	15
Affaires autochtones	15	14	13
Défense	16	17	17
Relations internationales	17	16	16
Développement économique	18	—	—
Commerce intérieur	19	19	20
Propriété intellectuelle	20	18	19

Institutions fédérales

Le tableau suivant montre les 20 institutions fédérales le plus souvent indiquées par les lobbyistes dans leurs enregistrements. La première colonne illustre le classement, par ordre d'importance, de l'exercice courant, tandis que les deux autres illustrent le classement des institutions des deux exercices précédents. L'information se fonde sur les enregistrements actifs au 31 mars 2013.

INSTITUTION FÉDÉRALE	2012-2013	2011-2012	2010-2011
Chambre des communes	1	1	2
Industrie Canada	2	2	1
Cabinet du premier ministre	3	3	4
Finances Canada	4	4	3
Affaires étrangères et Commerce international Canada	5	5	5
Sénat du Canada	6	8	8
Bureau du Conseil privé	7	6	6
Environnement Canada	8	7	7
Santé Canada	9	9	9
Transports Canada	10	10	10
Ressources naturelles Canada	11	11	11
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	12	13	14
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	13		19
Secrétariat du Conseil du Trésor	14	14	13
Agriculture et Agroalimentaire Canada	15	12	12
Ministère de la Défense nationale	16	15	15
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada*	17	16	16
Agence du revenu du Canada	18	—	—
Ministère du Patrimoine canadien	19	17	17
Justice Canada	20	18	18

*Le ministère, qui se nommait anciennement Affaires indiennes et du Nord Canada, a changé de nom en juin 2011.